

ASSOCIATION DES BANQUIERS PRIVÉS SUISSES

VEREINIGUNG SCHWEIZERISCHER PRIVATBANKIERS

SWISS PRIVATE BANKERS ASSOCIATION

Département fédéral des finances
Secrétariat Général
Monsieur Daniel Roth
Bundesgasse 3
3003 Berne
regulierung@gs-efd.admin.ch

Autorité de surveillance des marchés
financiers (FINMA)
Monsieur Stephan Rieder
Einsteinstrasse 2
3003 Berne
stephan.rieder@finma.ch

Genève, le 16 décembre 2013

Comptabilité des banques : auditions relatives à la révision totale de l'Ordonnance sur les banques et à celle de la Circulaire FINMA 2008/2

Messieurs,

Nous nous référons aux auditions ouvertes par le Département fédéral des finances (DFF) et par la FINMA à propos des objets cités sous rubrique. Nous vous remercions de nous avoir consultés à ce sujet. Par mesure de simplification, la présente prise de position porte sur les deux textes précités.

A titre liminaire, nous tenons à relever que l'Association des Banquiers Privés Suisses (ABPS) a activement participé aux travaux de l'Association suisse des banquiers (ASB) concernant ces projets. Les banquiers privés suisses soutiennent expressément la prise de position de l'ASB. Ayant été directement consultés par vos soins, ce dont ils vous remercient, ils tiennent toutefois à souligner les aspects de ces dispositions qui leur paraissent tout particulièrement importants.

En résumé, nous insistons sur les points suivants :

Les banquiers privés suisses sont favorables à la révision des prescriptions comptables destinées aux banques. Mais ils tiennent à ce qu'un degré approprié de sécurité juridique soit garanti dans ce domaine essentiel du droit bancaire. Ceci impose que les textes y relatifs figurent dans l'ordonnance du Conseil fédéral et ne soient pas consignés dans une simple circulaire édictée par l'autorité de surveillance. Il n'y a pas de raison pour que le secteur bancaire ne bénéficie pas, en matière de comptabilité, de la même prévisibilité de ses conditions cadre que le reste de l'économie. C'est la raison pour laquelle l'Association des Banquiers Privés Suisses (ABPS) insiste pour que les prescriptions comptables continuent à l'avenir de figurer dans l'ordonnance sur les banques. Le vœu d'en alléger le texte pourrait être réalisé en consignand la structure minimale des comptes annuels des banques dans une annexe à cette ordonnance.

Par ailleurs, l'ABPS est d'avis que le projet de circulaire FINMA ne tient pas suffisamment compte des préoccupations des banques petites et moyennes, qui ploient sous des exigences réglementaires toujours plus pesantes. Plusieurs détails exigés par ce projet nous semblent excessifs du point de vue du manque de matérialité des informations demandées. S'il est normal que des exigences soient posées pour assurer la transparence des comptes des établissements bancaires, encore faut-il que celles-ci aient un sens. Dans certains cas concernant des banques de taille petite ou moyenne, ce sens nous échappe, raison pour laquelle nous nous permettons de proposer certains allègements destinés à mieux différencier les exigences posées en fonction de la taille des établissements bancaires, une nécessité qui est d'ailleurs souvent mise en avant par la FINMA elle-même.

1. Structure minimale (art. 28 P-OB)

Selon l'art. 28 P-OB, la structure des comptes annuels ne sera plus définie dans l'Ordonnance sur les banques mais dans une circulaire de la FINMA. Nous rejetons cette modification car la structure minimale des comptes annuels est un élément central des prescriptions d'établissement des comptes et doit donc être fixée au niveau de l'OB. Cette proposition est d'autant plus surprenante que ce point est réglé au niveau législatif (Code des obligations) pour toutes les autres sociétés.

L'argument de la flexibilité ne nous paraît pas pertinent, compte tenu de la nécessaire stabilité que doit avoir la structure des comptes annuels et de la possibilité d'édicter des dispositions complémentaires allant au-delà des normes minimales si le besoin s'en fait sentir. Il convient aussi de rappeler que toute modification de la structure minimale a des conséquences sur les nombreuses statistiques demandées par la BNS et implique de ce fait un certain délai de mise en place.

De surcroît, il ne nous semble pas pertinent de transférer cette compétence du Conseil Fédéral au Conseil d'administration de la FINMA. C'est le lieu de rappeler que cette dernière est en priorité une autorité de surveillance et non un régulateur. C'est la raison pour laquelle nous recommandons de fixer la structure minimale des comptes annuels dans une annexe à l'OB, ce qui permettra de respecter autant la volonté d'alléger le texte de base que la nécessité de préserver un degré adéquat de sécurité juridique.

2. Allègements lors de l'établissement des comptes consolidés (cm 324 ss P-circ. FINMA)

Nous constatons que plusieurs allègements qui existent dans le droit actuel (art. 25k OB) ont disparu du projet de révision sans que cette suppression ne soit justifiée. Il ne nous semble pas pertinent de rajouter des exigences d'information au niveau du boucllement individuel, en particulier dans des groupes dont l'entité principale représente une part significative des comptes consolidés. Il faudrait au minimum prévoir une exemption pour les groupes dont l'entité principale représente par exemple plus de 90% des actifs consolidés, afin de ne pas pénaliser les banques de petite et moyenne taille soumises à une obligation de consolidation.

3. Transactions internes (cm 430/435-436 P-circ. FINMA)

La suppression de la possibilité d'inclure des transactions internes (p. ex. entre les départements de Négoce et de Trésorerie) dans la comptabilité de couverture ne nous semble pas justifiée. Le rapport explicatif de la FINMA ne donne d'ailleurs aucune justification à cette suppression. Pour les banques de taille moyenne, il est souvent économiquement plus rationnel de regrouper les opérations effectuées contre le marché afin de bénéficier de meilleurs prix. De plus, les normes qualitatives fixées pour l'utilisation d'une comptabilité de couverture devraient garantir une application correcte et bien documentée de celle-ci. Si la FINMA estime que ces normes ne suffisent pas, elle devrait d'abord songer à les renforcer, voire – en cas d'utilisation de transactions internes – à demander à l'organe de révision de se prononcer explicitement sur leur application avant de simplement proposer la suppression de cette possibilité. Là aussi, une différenciation (souvent mise en avant par l'autorité de surveillance) entre grands et petits/moyens établissements nous semblerait souhaitable.

4. Publication (cm 610 ss P-circ. FINMA)

Il serait utile de préciser dans la circulaire (respectivement dans l'OB) qu'une mise à disposition du rapport annuel et des comptes intermédiaires sur internet équivaut à une publication. Une telle précision permettrait de clarifier la situation et d'adapter la réglementation à l'évolution technologique.

5. Dispositions transitoires (cm 619 ss P-circ. FINMA)

Plusieurs de nos membres qui changeront de forme juridique en 2014 envisagent clairement une application anticipée de ces modifications aux comptes annuels 2014. Il serait apprécié que la FINMA, en coopération avec la BNS, apporte quelques précisions quant aux comptes intermédiaires et aux statistiques BNS/FINMA en cas d'application anticipée de ces modifications aux comptes annuels 2014.

Nous vous remercions par avance de bien vouloir prendre en considération les remarques qui précèdent et vous prions d'agréer, Messieurs, à l'expression de nos sentiments distingués.

ASSOCIATION DES BANQUIERS
PRIVES SUISSES
Le Secrétaire général :



Michel Y. Dérobert

Bern, den 30. Dezember 2013

Anhörung Totalrevision Bankenverordnung

Sehr geehrte Damen und Herren

Die Bürgerlich-Demokratische Partei Schweiz bedankt sich für die Möglichkeit der Stellungnahme zur Anhörung „Totalrevision Bankenverordnung“

Generelle Einschätzung:

Aufgrund des bereits revidierten Rechnungslegungsrechts im Obligationenrecht (OR) sowie von Entwicklungen im Bankengeschäft und bei internationalen Standards (IFRS, US GAAP) revidiert das EFD zurzeit die Bankenverordnung (BankV). Die Anhörung wurde am 29. Oktober 2013 eröffnet und dauert bis zum 31. Dezember 2013. Das Inkrafttreten ist per 1.1.2015 geplant.

Die BDP unterstützt die Totalrevision der Bankenverordnung grundsätzlich und bis auf einen Punkt scheint ihr diese Revision grundsätzlich unproblematisch zu sein. Der neue Art. 27 Abs. 2 E-BankV enthält allerdings einen Passus, der ohne sachlichen Grund und entgegen dem OR den Handlungsspielraum von Banken einseitig einschränken und sowohl für die betroffenen Gesellschaften wie für die öffentliche Hand möglicherweise massive nachteilige Auswirkungen zur Folge hätte.

Änderungsvorschlag zum Entwurf Bankenverordnung vom 29.10.2013

Art. 27, Abs. 2 E-BankV ist im letzten Satz „Für Beteiligungen, Sachanlagen und immaterielle Werte gilt die Einzelbewertung uneingeschränkt.“ anzupassen. Konkret ist das Wort „Beteiligungen“ zu streichen:

Artikel 27 (neu)

Aktiven, Verbindlichkeiten und Ausserbilanzgeschäfte werden in der Regel einzeln bewertet, sofern sie wesentlich sind und aufgrund ihrer Gleichartigkeit für die Bewertung nicht üblicherweise als Gruppe zusammengefasst werden. Für Beteiligungen, Sachanlagen und immaterielle Werte gilt die Einzelbewertung uneingeschränkt.

Begründung:

Die BDP erachtet folgende vier Punkte als zentral:

- **Die Bestimmung unterläuft das Obligationenrecht**

Art. 960 Abs.1 des revidierten schweizerischen Obligationenrechts (OR) sieht für Aktiven in der Regel die Einzelbewertung vor, das neue OR lässt aber weiterhin die Sammelbewertung zu für Aktiven, die aufgrund ihrer Gleichartigkeit für die Bewertung üblicherweise als Gruppe zusammengefasst werden. Üblicherweise werden die Liegenschaften oder die Beteiligungen für die Bewertung in einer Gruppe zusammengefasst (Sammelbewertung). Die Sammelbewertung für Beteiligungen ist damit gemäss OR und den einschlägigen Kommentaren zum neuen OR ausdrücklich zugelassen. Die Bankenverordnung und das damit verbundene FINMA-Rundschreiben zur Rechnungslegung wollen den Handlungsspielraum der Banken dagegen einseitig einschränken und die Sammelbewertung verbieten, dies ohne dass die Kriterien von Art. 6b Abs. 2 BankG für eine Abweichung vom OR erfüllt sind. Damit unterlaufen diese beiden Behörden-Vorlagen, welche nicht vom Parlament verabschiedet werden, das erst kürzlich vom Parlament revidierte Obligationenrecht. Die Folge davon ist eine

einseitige Einschränkung der Banken bei der Rechnungslegung, welche zu erheblichen Nachteilen führt.

- **Die Bestimmung widerspricht der wirtschaftlichen Realität, wonach das Business global gesteuert wird**

Bei wirtschaftlich verbundenen Unternehmen wird das globale Geschäft über die einzelnen Rechtseinheiten und Regionen hinweg auf Ebene Konzern und nicht auf Ebene der einzelnen Rechtseinheiten auf maximale Rentabilität gesteuert. So kann es beispielsweise sein, dass eine Gesellschaft aufgrund konzerninterner Transaktionen geringere Gewinne erzielt, was deren Wert schmälert, während die Gegenpartei entsprechend höhere Gewinne ausweist. Befinden sich beide Gesellschaften als Beteiligungen in der Jahresrechnung des bilanzierenden Unternehmens, trägt bei der Bewertung der Portfolioansatz (Sammelbewertung) diesem Umstand am besten Rechnung.

- **Die Einzelbewertung wirkt pro-zyklisch und erhöht die Volatilität der statutarischen Abschlüsse**

Für die BDP ist die Einzelbewertung pro-zyklisch und verstärkt insbesondere bei international vernetzten Banken die Effekte von Währungsschwankungen. Durch die damit verbundenen stärkeren Schwankungen des Jahresgewinns unterlägen auch die jährlichen Steuerzahlungen höheren Schwankungen. Um dies zu verhindern sollte die Sammelbewertung weiterhin als alternative Bewertungsmethode zur Verfügung stehen. Unrealisierte Verluste einzelner Beteiligungen können nicht mehr mit unrealisierten Gewinnen anderer Beteiligungen aufgerechnet werden, sondern müssten sofort als Abschreibung der Beteiligung in der Erfolgsrechnung verbucht werden. Die Sammelbewertung verhindert in den Augen der BDP hohe Ausschläge in Gewinn und Kapital bei Währungsschwankungen.

- **Mögliche Einnahmefälle und geringere Planungssicherheit für die öffentliche Hand**

Die BDP befürchtet, dass durch die beschriebene stärkeren Ausschläge und die höhere Volatilität der Jahresgewinne bei einer Einführung der Einzelbewertung auch die Steuerzahlungen der betroffenen Banken stärkeren Schwankungen unterliegen würden. Zudem würde auch die mittel- und langfristige Dividendenplanung erschwert. Somit würden die Steuererträge für Bund, Kantone und Gemeinden im Falle der Einführung der Einzelbewertung von Beteiligungen entsprechend volatiler, was von der FINMA in ihrem Erläuterungsbericht auch eingestanden wird. Die Sammelbewertung würde wenigstens einen Teil dieser Volatilität absorbieren und die konstante Dividenden- und Steuerpolitik einer Unternehmung unterstützen. Der gewinnglättende Effekt der Sammelbewertung ist damit ein durchaus willkommener Nebeneffekt für Unternehmen und die Öffentliche Hand, der sich in der Vergangenheit bewährt hat. Die Sammelbewertung ermöglicht stabile Steuerabgaben und reduziert das Risiko potentieller Steuerausfälle für die öffentliche Hand.

Fazit:

Sollte die Streichung der „Beteiligungen“ in Art. 27 Abs. 2 E-BankV trotz der genannten Einwände nicht in Betracht gezogen werden, so könnte für die BDP der Entwurf auch so angepasst werden, dass die Sammelbewertungsmethode weiterhin für jene Beteiligungen anwendbar bleibt, die sich unter gemeinsamer Kontrolle durch eine Obergesellschaft befinden.

Mit freundlichen Grüßen



Martin Landolt, Präsident BDP Schweiz



Hansjörg Hassler, Fraktionspräsident

Confédération suisse
Département fédéral des finances (DFF)
Secrétariat général DFF
Service juridique DFF
3003 Berne

Paudex, le 26.12.2013
SB/sov

Révision totale de l'ordonnance sur les banques (OB)

Mesdames, Messieurs,

Nous avons pris connaissance du projet cité en référence et, comme nous le faisons habituellement lors d'une procédure de consultation, nous prenons la liberté de vous communiquer ci-après notre position.

I. Les objectifs du projet

Le projet de révision totale de l'ordonnance sur les banques (OB), mis en consultation par le Département fédéral des finances (DFF), vise à mettre en œuvre le nouveau droit comptable conformément aux art. 6 à 6b de la loi fédérale sur les banques (LB) et au Code des obligations (CO) ainsi qu'à régler les conditions à remplir et la procédure à suivre en cas de liquidation d'avoirs en déshérence selon l'art. 37m LB adopté par le Parlement le 22 mars 2013. Conformément à l'art. 37l LB, le projet prévoit également des dispositions de mise en œuvre concernant le transfert des avoirs en déshérence d'une banque à une autre. Enfin, le DFF a saisi l'occasion de la révision de l'OB pour soumettre le texte actuel de l'ordonnance, qui date de 1972, à une refonte formelle et rédactionnelle.

II. Evaluation du projet

1) Révision des prescriptions comptables (art. 23 à 28 P-OB)

La motivation principale de la révision complète des règles comptables applicables aux banques (art. 25 à 42 P-OB ainsi que l'adoption d'une nouvelle circulaire FINMA) réside dans l'entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2013 du nouveau droit comptable (art. 957 à 963b CO); les nouveaux art. 6 à 6b LB étant étroitement liés au CO.

Considérant le caractère technique des art. 25 à 42 P-OB, et davantage encore celui du rapport de la FINMA au sujet de la nouvelle circulaire *Comptabilité des banques*, il nous paraît judicieux de laisser aux instituts financiers concernés le soin d'examiner en détail les aspects spécifiques du projet de révision de l'OB, et surtout de la circulaire FINMA, et d'adresser au DFF leurs observations et critiques éventuelles.

Nous relevons cependant que toutes les banques sont considérées comme des «grandes entreprises» au sens des art. 961 ss CO et qu'elles sont, à ce titre, soumises au contrôle ordinaire des comptes, des informations supplémentaires étant requises de la part des

banques cotées en bourse. Selon l'art. 6 al. 1 et 2 LB, les banques établissent pour chaque exercice un rapport de gestion qui se compose des comptes annuels, d'un rapport annuel et des comptes consolidés, et elles doivent établir des comptes intermédiaires semestriels. Le rapport de gestion et les comptes intermédiaires sont à établir conformément aux art. 957 à 963b CO ainsi qu'à la LB et ses dispositions d'exécution (art. 6 al. 3 LB).

Nous observons toutefois que d'après l'art. 28 P-OB, il est proposé qu'à l'avenir il appartienne à la FINMA par voie de circulaire, et non plus au DFF, «d'établir les prescriptions relatives à la structure des comptes annuels dans des dispositions d'exécution». A notre avis, cette délégation de compétence du DFF à la FINMA, qui est, et doit rester, en priorité une autorité de surveillance et non pas devenir un régulateur, va trop loin. En effet, la définition de la structure minimale des comptes annuels applicable aux banques, au-delà des règles générales de comptabilité commerciale prévues par le CO, constitue un élément essentiel des prescriptions d'établissement des comptes qui, pour des raisons de sécurité juridique, doit rester fixé au niveau de l'OB et non pas dans une circulaire FINMA. Afin de pouvoir tout de même garantir la clarté et la lisibilité de la nouvelle OB – ce qui est un des objectifs du projet de révision –, nous proposons de fixer la structure minimale des comptes annuels des banques dans une annexe jointe à l'OB. Cela permettra de satisfaire autant la volonté du DFF d'alléger le texte de base de l'OB que l'intérêt légitime des banques de disposer d'une ordonnance qui offre un degré suffisant de sécurité juridique dans un domaine central pour elles, l'établissement des comptes.

Le fait qu'à l'avenir les banques doivent, en plus du bilan annuel, établir un bouclage intermédiaire semestriel qui contient impérativement un bilan et un compte de résultat complet (art. 6 al. 2 LB et art. 31 et 40 P-OB) induit une charge de travail supplémentaire. Celle-ci sera cependant compensée d'une part par un meilleur contrôle des risques au sein des banques, et, d'autre part, par un gain notable de transparence et de publicité, et donc de plus de sécurité, pour les actionnaires et les clients. D'un autre côté, conformément à l'art. 961d al. 1 CO, à l'avenir toutes les sociétés-filles d'un groupe financier surveillé par la FINMA seront libérées de l'obligation d'établir un rapport annuel et un tableau des flux de trésorerie au niveau individuel (art. 36 P-OB et rapport FINMA, p. 12); cette exception ne s'appliquant pas lorsque les titres de participation de la banque sont cotés (art. 36 al. 2 P-OB et rapport, p. 12).

Nous relevons enfin que les banques continueront aussi à l'avenir de pouvoir se doter de réserves latentes pour les risques généraux. La FINMA écrit à ce propos que les prescriptions actuelles seront reprises dans l'ensemble, mais que les réserves latentes ne seront possibles que dans le bouclage individuel statutaire qui doit obéir aux règles de l'art. 958c CO et être établi de façon qu'un tiers «puisse s'en faire une opinion fidèle» (rapport FINMA, p. 8, 9 et 26). A notre sens, cette position est conforme au principe de l'image fidèle requise par le nouveau droit comptable, et cette exigence de clarté s'impose également en regard du nouveau cadre réglementaire international (Accord Bâle III) en matière de fonds propres et de liquidités que les banques doivent désormais respecter.

Par conséquent, sur la base de ce qui précède, nous pouvons accepter le projet de révision de l'OB en ce qui concerne les prescriptions comptables des banques (art. 25 à 41 P-OB ainsi que le projet de nouvelle circulaire FINMA élaboré relatif à l'art. 42 P-OB), mise à part la réserve formulée à l'encontre de l'art. 28 P-OB.

2) Avoirs en déshérence (art. 45 à 59 P-OB)

Depuis le 1^{er} septembre 2011, un art. 371 LB règle les questions afférentes au transfert d'avoirs en déshérence d'un institut bancaire à un autre et la sauvegarde des intérêts des

créanciers dans ce contexte. Le 22 mars 2013, le Parlement fédéral a adopté en plus un nouvel art. 37m LB qui donne la possibilité aux banques qui détiennent des avoirs en déshérence de les liquider après 50 ans, lorsque l'ayant-droit ne s'est pas manifesté malgré une publication préalable. Selon cette disposition, la prétention de l'ayant-droit s'éteint avec la liquidation et son produit revient à la Confédération. Le projet de révision de l'OB propose aux art. 45 à 59 les règles de mise en œuvre précises permettant le transfert d'avoirs en déshérence d'une banque à une autre, respectivement la liquidation définitive de ceux-ci conformément aux art. 37l et 37m LB.

Nous notons que l'art. 45 al. 2 P-OB autorise les banques à mettre sur pied une autorégulation définissant, les modalités de gestion des avoirs en déshérence sous la supervision de la FINMA qui reconnaît à cette autorégulation une valeur de standard minimum. Nous approuvons cette forme de résolution souple du problème des fonds en déshérence par les instituts bancaires eux-mêmes. En outre, la procédure d'appel aux ayants-droits de prétentions sur des avoirs en déshérence prévue aux art. 49 à 53 convainc également par sa simplicité, l'observation du principe de proportionnalité et le règlement des frais de publication par le débit des avoirs en déshérence concernés. Par rapport à la liquidation à proprement parler d'avoirs en déshérence par la banque détentrice, nous remarquons à nouveau que les instituts bancaires peuvent préciser les détails de la procédure dans le cadre d'une autorégulation à laquelle la FINMA reconnaîtra une valeur de standard minimum, et que, dans un délai de quatre ans (deux ans de délai d'annonce au maximum plus deux ans de liquidation au plus), l'ensemble d'une procédure de liquidation d'avoirs de déshérence pourra être effectuée et la banque concernée être déchargée définitivement du problème en toute sécurité juridique.

Vu les procédures simples, proportionnées, sûres et peu onéreuses pour les instituts bancaires afin de pouvoir transférer, respectivement liquider des avoirs en déshérence proposées aux art. 45 à 59 P-OB, nous souscrivons au projet de révision de l'OB à ce titre.

3) Reformulation systématique et rédactionnelle de l'OB

L'objectif consistant à rendre l'OB à nouveau claire est lisible est atteint; et nous relevons à satisfaction l'état inchangé des articles afférents aux banques d'importance systémique.



Vu l'évaluation qui précède, nous acceptons la révision de l'ordonnance sur les banques (OB), moyennant la prise en compte de la réserve formulée à l'encontre de l'art. 28 P-OB ainsi que celles de nature technique venant des établissements bancaires concernés.



Nous vous remercions de l'attention que vous porterez à ce qui précède et vous prions d'agréer, Mesdames, Messieurs, nos salutations distinguées.

CENTRE PATRONAL



Stéphane Bloetzer

Eidgenössisches Finanzdepartment EFD
Generalsekretariat
Herr Daniel Roth
Bundesgasse 3
3003 Bern
regulierung@gs-efd.admin.ch

Eidgenössische Finanzmarktaufsicht FINMA
Herr Stephan Rieder
Einsteinstrasse 2
3003 Bern
stephan.rieder@finma.ch

Zürich, 18. Dezember 2013

**Re: Revision Rechnungslegung Banken – Anhörung Bankenverordnung und
FINMA-Rundschreiben zur Rechnungslegung Banken**

Sehr geehrter Herr Roth
Sehr geehrter Herr Rieder

Wir beziehen uns auf die Anhörung zur Totalrevision der Bankenverordnung und zur Revision der Rechnungslegung Banken und bedanken uns für die Gelegenheit zur Stellungnahme. Bitte beachten Sie, dass die Credit Suisse in diesem Schreiben nur Stellung bezieht in Bezug auf die geänderten Rechnungslegungsvorschriften. Betreffend die ebenfalls im Entwurf enthaltenen neuen Regelungen zu den Nachrichtenlosen Vermögen verweisen wir auf die Stellungnahme der Schweizerischen Bankiervereinigung (SBV).

Wir begrüssen grundsätzlich die Revision der Rechnungslegungsvorschriften für Banken. Durch die Anpassungen an Neuerungen des Rechnungslegungsrechts im Obligationenrecht (OR) sowie an Entwicklungen in den anerkannten internationalen Rechnungslegungsstandards wird sichergestellt, dass den Banken auch in Zukunft ein vollwertiger, eigenständiger und allgemein anerkannter Rechnungslegungsstandard zur Verfügung steht. Weiter garantiert die Revision der Rechnungslegungsvorschriften für Banken auch, dass die Vergleichbarkeit mit Jahresabschlüssen nach Obligationenrecht sowie Swiss GAAP FER gewährleistet bleibt.

Wir möchten an dieser Stelle auch auf die Stellungnahme der Kommission für Finanzmarktregulierung und Rechnungslegung (KFR) der Schweizerischen Bankiervereinigung (SBV) hinweisen. Grundsätzlich unterstützen wir jene Stellungnahme. Mit unserer Stellungnahme ergreifen wir die Gelegenheit, diejenigen Anliegen, die aus Sicht der Credit Suisse besonders

wichtig sind, hervorzuheben und Denkanstösse oder konkrete Verbesserungsmöglichkeiten aufzuzeigen. Mit dieser Stellungnahme wollen wir diejenigen Neuerungen hinterfragen, für welche wir aus juristischer, buchhalterischer oder steuerlicher Sicht Vorbehalte haben und einen begründeten Korrekturbedarf sehen. Zudem wollen wir mit unseren Vorschlägen auf zu erwartende negative Konsequenzen hinweisen, welche sich bei Einführung der neuen Rechnungslegungsvorschriften für Banken per 1. Januar 2015 und in der Folge ergeben könnten, um solche möglichst zu vermeiden.

Es ist uns ein zentrales Anliegen, dass die neue Rechnungslegung für Banken nicht zu juristisch und wirtschaftlich unbegründeten und ungerechtfertigten Ungleichbehandlungen von regulierten Banken führt, welche die spezialgesetzlichen Rechnungslegungsnormen des Bankengesetzes (BankG), des Entwurfs zur revidierten Bankenverordnung (E-BankV) und des darauf aufbauenden Entwurfs für das FINMA-Rundschreiben zur Bankenrechnungslegung (E-FINMA-RS) anwenden müssen, und von Gesellschaften, die diesen Gesetzen nicht unterstellt sind. Insbesondere in den nicht bankspezifischen Bereichen der Rechnungslegung wäre eine unterschiedliche Behandlung schwer zu begründen und mit einer Beeinträchtigung der Vergleichbarkeit verbunden.

Da der statutarische Einzelabschluss der Banken ebenfalls die Steuerbasis darstellt, sollten auch steuerliche Aspekte miteinbezogen werden. Insbesondere sollte durch das E-FINMA-RS im statutarischen Einzelabschluss der Banken keine zusätzlichen Differenzen zur steuerrechtlichen Bewertung geschaffen werden.

Es ist uns zudem ein Anliegen, dass im Bereich der bankspezifischen Rechnungslegung die Geschäftstransaktionen in der Buchhaltung möglichst so abgebildet werden können, wie sie in Realität bewirtschaftet werden. Damit wird die wirtschaftliche Relevanz und Aussagekraft des Abschlusses erhöht. Diesem Aspekt wurde bereits im Entwurf Rechnung getragen, aber es gibt noch gewisse Punkte im Bereich der Fair-Value-Bewertung, welche sich verbessern liessen.

Aufgrund der oben genannten Grundsätze und Ziele ergibt sich unseres Erachtens bei vier geplanten Neuerungen Handlungsbedarf. Dabei unterteilen wir die Bemerkungen in zwei Unterabschnitte:

- (i) *Schwerwiegende rechtliche Bedenken und Einwendungen (Art. 27 Abs. 2 E-BankV)*
- (ii) *Bemerkungen zur Verbesserung des Entwurfes (Rz 324 ff., Rz 366 ff. und Rz 575 ff. sowie 602 ff. E-FINMA-RS)*

I. Schwerwiegende rechtliche Bedenken und Einwendungen zur Aufhebung der Gesamt- oder Gruppenbewertung bei Bank-Beteiligungen (Art. 27 Abs. 2 E-BankV)

Die neue Rechnungslegung für Banken sieht eine wesentliche Änderung der Bewertungsgrundsätze von Art. 960 Abs. 1 OR vor. Der Art. 27 Abs. 2 E-BankV würde die Anwendung der Sammelbewertung (Gesamt- oder Gruppenbewertung) für die Bewertung von Beteiligungen, Sachanlagen und immateriellen Werten verbieten und die uneingeschränkte Einzelbewertung erfordern. Die FINMA begründet diese Einschränkung gegenüber dem OR mit dem Vorsichtsprinzip und dem Gläubigerschutz.

Wir lehnen diese einseitige Abweichung von der Rechnungslegung des OR aus den nachfolgend aufgeführten Gründen ab und stellen in der abschliessenden Ziffer 7 konkrete Anträge.

1. Gesamt- oder Gruppenbewertung: Der heute geltende Art. 960 Abs. 1 OR 2011

- 1.1. Unter den Vorschriften der *OR-Rechnungslegung*, die 1991 beschlossen wurden, galt für die Bewertung im Anlagevermögen – was allgemein bekannt ist –, nicht der Grundsatz der Einzelbewertung, sondern die Gesamt- oder Gruppenbewertung (auch Sammelbewertung genannt). Im Unterschied zur internationalen Rechnungslegung bestand die in der Schweiz weithin anerkannte Praxis darin, dass eine Bilanzposition (z.B. „Beteiligungen“ nach Art. 665a OR 1991) *als Ganzes* den gesetzlichen Bewertungsvorschriften entsprechen musste, nicht aber das einzelne Objekt innerhalb der Bilanzposition. Damit erlaubte das OR 1991, welches im Wesentlichen spätestens am 1. Januar 2015 durch das neue Rechnungslegungsgesetz, Art. 957 ff. OR 2011, ersetzt wird, den Ausgleich von Über- und Unterbewertungen innerhalb der gleichen Bilanzposition. Ist die eine bestimmte Beteiligung, die gleichartig ist mit einer anderen, in der gleichen Bilanzposition erfassten Beteiligung, in ihrem Wert gesunken, so ist eine Wertberichtigung der Bilanzposition *nicht* notwendig, solange der *Gesamtwert* der bilanzierten gleichartigen Aktiven nicht unter den Buchwert gesunken ist.
- 1.2. Diese Gesamt- oder Gruppenbewertung, die von der internationalen Rechnungslegung abweicht, wurde in den bisherigen Bestimmungen über die Rechnungslegung der Banken *nicht* abgeändert. Sie ist daher heute ein *Element* der Eigenmittelberechnung nach der geltenden Eigenmittelverordnung (ERV vom 1. Juni 2012, Inkrafttreten am 1. Januar 2013):

Die ERV baut für den Nachweis der angemessenen und erforderlichen Eigenmittel ausdrücklich auf den für Banken (Einzelabschlüsse) geltenden *Rechnungslegungsvorschriften* auf. Diese sind *bisher* rechtlich definiert durch

- (i) die Art. 662 ff. OR 1991;
- (ii) die *besonderen Vorschriften* der bis heute geltenden Bankenverordnung, Art. 23 ff. BankV.

Die geltenden Art. 23 ff. BankV enthalten keine Abweichungen von den Art. 662 ff. OR, den Bewertungsregeln für die Bilanzpositionen „Beteiligungen“ (Ziff. 1.8.) und „Sachanlagen“ (Ziff. 1.9.). Der Posten „*immaterielle Werte*“ ist zwar in Art. 663a OR 1991 erwähnt, nicht aber ausdrücklich in Art. 25 BankV.

Die BankV verpflichtet die Banken ausdrücklich darauf, die einmal gewählte *Bewertungsmethode stetig* anzuwenden (Art. 24 Abs. 3 BankV).

- 1.3. Die Credit Suisse hat auf dieser Grundlage für ihre Beteiligungen die *Gesamtbewertungsmethode* gewählt und seit Jahrzehnte bis heute stetig beibehalten.

2. Keine effektive Umstellung auf die Einzelbewertung in der neuen OR-Rechnungslegung

- 2.1. In der Debatte um das *neue OR-Rechnungslegungsrecht* wollte der Bundesrat – obwohl er in der Botschaft teilweise das Gegenteil schrieb – die Einzelbewertung in Art. 960 Abs. 1 E-OR keineswegs obligatorisch erklären. Vielmehr trat er mit einem gemässigten Vorschlag an das Parlament, der bei Gleichartigkeit der Vermögensobjekte die bisher übliche Gesamt- oder Gruppenbewertung sogar *ausdrücklich* weiterhin erlaubte:

„Art. 960

D. Bewertung

I. Grundsätze

„Aktiven und Verbindlichkeiten müssen einzeln bewertet werden, sofern sie wesentlich sind und aufgrund ihrer Gleichartigkeit für die Bewertung nicht üblicherweise als Gruppe zusammengefasst werden.“

Entgegen diesem Wortlaut erklärte der Bundesrat jedoch in einer Erläuterung, die im Parlament zu einer Kontroverse und einem neuen Wortlaut führen sollte (Botschaft vom 21. Dezember 2007 zur Änderung des Obligationenrechts):

*„Gemäss Absatz 1 gilt der Grundsatz der Einzelbewertung von Aktiven und Verbindlichkeiten. Die Einzelbewertung spielt bei Forderungen (s. Art. 960b) und Warenbeständen (s. Art. 960c) in der Regel keine grosse Rolle. So können für die Ermittlung der Wertberichtigung auf Kundenforderungen alle Inlandforderungen als Gruppe betrachtet werden; die Auslandsforderungen sind je nach Länderrisiko in mehrere Gruppen zu gliedern. Auch im Warenlager kann man gleichartige Einzelpositionen als Einheit betrachten. **Dagegen schliesst der Grundsatz der Einzelbewertung aus, dass im Anlagevermögen (s. Art. 960d) beispielsweise Mehr- und Minderwerte auf einzelnen Beteiligungen an anderen Unternehmen oder auf verschiedenen Renditeliegenschaften verrechnet werden.**“* a.a.O., S. 1710 (Hervorhebung beigefügt).

In Tat und Wahrheit wurden gleichartige Beteiligungen eben gerade, wie in Art. 960 Abs. 1 E-OR gesagt *«als Gruppe zusammengefasst»*. Und die letzte Behauptung der Erläuterungen widersprach klar dem vorgesehenen Gesetzeswortlaut.

- 2.2. Im Parlament führte der bundesrätliche Widerspruch (der vorgeschlagene Gesetzeswortlaut erlaubte ausdrücklich die Weiterführung der Gruppenbewertung bei Gleichartigkeit und Üblichkeit, die Erläuterung sagte für Beteiligungen das Gegenteil) zu einer der relativ wenigen inhaltlichen Debatten um die neue Rechnungslegung.

Der Ständerat hiess mit Zweidrittelmehrheit den Antrag *Niederberger* gut, der insbesondere darauf abzielte, die Gruppenbewertung (im Gesetzeswortlaut: *«üblicherweise als Gruppe zusammengefasst»*) für die Bewertung von *Beteiligungen* weiterhin zu ermöglichen:

*„Ich beantrage Ihnen, in Absatz 1 das „müssen“ durch „sollen in der Regel“ zu ersetzen. Dies beantrage ich aus dem Grund, da die Formulierung „in der Regel“ ein pragmatisches Vorgehen ermöglicht. Es geht ja insbesondere um die Bewertung von Liegenschaften oder **Beteiligungen** ...“* Amtl. Bull. StR 2009, 1196 (Hervorhebung beigefügt).

Der Nationalrat nahm den Zusatz *«in der Regel»* ebenfalls mit grosser Mehrheit an (Amtl. Bull. NR, 2009, 1379). Dabei erklärte die Justizministerin, es ermögliche eigentlich auch schon

«der bundesrätliche Entwurf ein Abweichen von der Einzelbewertung, wenn aufgrund der Gleichartigkeit eine Gruppe gebildet werden kann» (Amtl. Bull., a.a.O.).

Durch eine letzte Retusche entstand der heute geltende Art. 960 Abs. 1 OR 2011:

„Art. 960

¹Aktiven und Verbindlichkeiten werden **in der Regel** einzeln bewertet, **sofern** sie wesentlich sind und aufgrund ihrer **Gleichartigkeit** für die Bewertung **nicht üblicherweise als Gruppe zusammengefasst** werden.“

(Hervorhebungen beigelegt).

2.3. Das bedeutet:

- nach der Bestätigung der Justizministerin hatte sogar der ursprüngliche Vorschlag des Bundesrats durchaus die *Gruppenbewertung* erlaubt, wenn sie «üblich» und die «*Gleichartigkeit*» gegeben war;
- die dann Gesetz gewordene Formulierung schwächte durch das vorangestellte «*in der Regel*» die Einzelbewertung noch weiter ab.
- und gemäss den parlamentarischen Protokollen gilt dies vor allem für die in eine Gruppe zusammengefassten *Beteiligungen*.

3. Bedeutung für die ERV

3.1. Der Entwurf für die Rechnungslegungsvorschriften der *Bankenverordnung* hebt bei Banken das bisher geltende und neuerdings in Art. 960 Abs. 2 OR wiederum festgeschriebene System der Gruppenbewertung – bei Gleichartigkeit und Üblichkeit – für Beteiligungen auf. Dadurch werden gerade jene Banken schwer getroffen, die, wie die Credit Suisse,

- in Übereinstimmung mit der Usanz unter OR 1991 und in Übereinstimmung auch mit dem neuen Art. 960 Abs. 2 OR 2011 seit Jahren eine *Gruppenbewertung* für ihre Bankbeteiligungen anwenden, und
- bis heute aufgrund des in Art. 25 Abs. 3 BankV festgehaltenen *spezifischen* Stetigkeitsgebotes für die Wertberichtigungsmethode daran bis heute beibehalten haben,
- und in ihrem gesamten Beteiligungsportefeuille bei den einzelnen Bankbeteiligungen stärker unterschiedliche Wertentwicklungen erlebt haben.

3.2. Das Gefüge der bankengesetzlichen Eigenmittelberechnung wird durch die neue Methode, welche einen Bruch sowohl gegenüber OR 2011 bedeutet und nach der Stossrichtung von Art. 27 Abs. 2 des Entwurfs bedeuten soll, direkt verändert. Denn wegen der Massgeblichkeit der Rechnungslegung «OR 2011 abgeändert durch BankV Art. 27 Abs. 2» bewirkt eine neu verordnete, schlagartige Wertberichtigung innerhalb der Gruppe Beteiligungen und führt zu einer ebenso schlagartigen Schrumpfung der Eigenmittel. Effektiv ist das Ergebnis dasselbe wie eine durch eine Änderung der ERV bewirkte Erhöhung der Eigenmittelanforderungen für eine Bank, die eine damals und heute übliche Bewertungsmethode gewählt hat, stetig beibehalten hat und deren Beteiligungsportefeuille nicht insgesamt, aber bei den einzelnen Bankbeteiligungen ungleiche Wertentwicklungen erlebte.

Eine derartige Abänderung der ERV wird vermieden, weil sie ganz offensichtlich rechtswidrig wäre, und sie wird indirekt durchgeführt durch eine gezielte Änderung der OR-Rechnungslegungsvorschriften.

- 3.3. *Fazit*: Eine Aufhebung spezifisch für Bankbeteiligungen der bisher anerkannten und in Art. 960 Abs. 1 OR erneut festgeschriebenen Gesamt- oder Gruppenbewertung

- trifft *einseitig* jene Banken, die die in der Schweiz anerkannte Gesamt- oder Gruppenbewertung bis heute nach dem Stetigkeitsgebot weitergeführt haben;
- entspricht in ihrer Wirkung einem auf solche Banken abzielenden *Zuschlag zu den erforderlichen Eigenmitteln*.

Für ein solches Vorgehen besteht in Art. 6 und Art. 6b BankG keine hinreichende gesetzliche Grundlage. Der *massive Zuschlag zu den erforderlichen Eigenmitteln*, der sich direkt und zwingend aus der neuen Verordnungsbestimmung für Banken mit Gesamt- oder Gruppenbewertung ergibt, könnte nur gestützt auf Art. 4 BankG und offen durch eine neue Vorschrift der ERV über einen Eigenmittelzuschlag angeordnet werden.

4. Keine Basis in Art. 6b Abs. 2 BankG

Auch die rechtlichen Voraussetzungen für *abweichende Rechnungslegungsvorschriften* der BankV sind nicht erfüllt.

- 4.1. Die Kriterien von Art. 6b Abs. 2 BankG für eine Abweichung vom OR verlangen *auf jeden Fall*, dass durch die abgeänderte Vorschrift für die Banken-Rechnungslegung

„die wirtschaftliche Lage gleichwertig dargestellt wird“.

Wenn diese Hauptbedingung nicht eingehalten ist, spielen die beiden anderen Gesichtspunkte („Besonderheiten des Bankgeschäfts“ oder „der Schutz der Gläubiger“) keine Rolle.

Erzwingt das Bankenrecht in Abweichung vom grundlegenden OR-Rechnungslegungsrecht eine plötzliche Umstellung von der Gruppen- auf die Einzelbewertung bei den Beteiligungen, bedeutet dies: eine Bank, deren Bankbeteiligungen – wie es bei der Credit Suisse der Fall ist – gegenüber dem ursprünglichen Einstandswert starke Wertzuwächse einerseits und Wertminderungen andererseits erfahren haben, wird zu einer hohen, eigenkapitalkürzenden Wertberichtigung mit schockartiger Aufwandbuchung gezwungen. Dagegen bleibt eine andere Bank, deren Bankbeteiligungen in der *Gesamtbewertung ebenfalls unverändert* ist, davon verschont, nur weil sich keine unterschiedliche Wertveränderung innerhalb der Bilanzposition ergeben hat. Die wirtschaftliche Lage der beiden Banken mit gleichem Gesamtwert der Beteiligungen ist gleich. Im ersten Fall aber kommt es wegen einer Änderung des Rechts – nicht der wirtschaftlichen Lage – zu einer drastischen Minderbewertung des Gesamtportefeuilles der Beteiligungen. Es kommt zu einer wirtschaftlich nicht begründeten Buchung einer Werteinbusse auf dem Gesamtkonto Beteiligungen. Die Anforderung des Art. 6b Abs. 2 BankG, dass *„die wirtschaftliche Lage gleichwertig dargestellt wird“*, ist nicht erfüllt.

- 4.2. Nur zusätzlich ist noch zu erwähnen, dass auch keine der beiden *weiteren* notwendigen Anforderungen erfüllt ist.

- a) Die im Erläuterungsbericht der FINMA aufgeführte Begründung mit dem *Gläubigerschutz* trägt nicht. Die Gläubiger sind nicht besser geschützt, wenn ein

wirklich vorhandener Gesamtwert eines einheitlich geführten Portefeuilles von Bank-Beteiligungen plötzlich zu einem erheblichen Teil nicht mehr als Vermögenswert erfasst werden darf. Das Schweizer Rechnungslegungsrecht, das den Gläubigerschutz hoch einstuft, hat bisher in der Gesamt- oder Gruppenbewertung gleichartiger Anlageobjekte, die üblicherweise in eine Gruppe zusammengefasst werden, nie eine Gefahr für die Gläubiger ausgemacht. Für den Gläubigerschutz kennt das Bankenrecht eine Grosszahl von Systemansätzen; das Verbot der Gesamtbewertung gehört nicht dazu.

- b) Auch die Berufung auf „*Besonderheiten des Bankgeschäfts*“ ist nicht stichhaltig. Die Bewertung von Beteiligungen, Sachanlagen und immateriellen Werten stellt keine „*Besonderheit des Bankgeschäfts*“ dar, sondern betrifft Unternehmen aller Branchen. Damit ist nicht nur die in Art. 6b Abs. 2 BankG vorgeschriebene wirtschaftlich gleichwertige Darstellung im Vergleich zu Nicht-Banken nicht erfüllt. Ein Verbot der Gesamt- oder Gruppenbewertung hätte eine unterschiedliche Darstellung der wirtschaftlichen Lage zur Folge, ohne dass sich dies mit einer Änderung der ökonomischen Grundlagen begründen liesse.

5. Verhältnismässigkeitsprinzip und Zweckmässigkeit

- 5.1. Für jede wesentliche Gesetzesänderung gilt, dass die Norm *verhältnismässig* sein muss und *zweckwidrige Auswirkungen* vermeiden muss. Auch diese Anforderung ist durch Art. 27 Abs. 2 des Entwurfs nicht erfüllt.

Ganz zufällig je nachdem, in welchen Gruppengesellschaften die Beteiligungen gehalten werden, könnte die Gesamt- oder die Einzelbewertung zur Anwendung kommen: So dürfte für Beteiligungen, welche in *Holdingsgesellschaften* oder in einer *Zwischengesellschaft* unterhalb der Bank gehalten werden, die Sammelbewertung angewendet werden, während eine Bank im gleichen Konzern die Einzelbewertung anwenden müsste. Die Regelung ist daher ungeeignet und unzweckmässig. Sie „bestraft“ und „begünstigt“ mit Eigenmitteleinbussen Strukturen, die aus organisatorischen Gründen alle gleich sinnvoll sein können. Ebenso sind Nicht-Banken und insbesondere Versicherungsunternehmen gar nicht von dieser Einschränkung betroffen, was zu einer Ungleichbehandlung führt.

- 5.2. Besonders schwer wiegt, dass die Einzelbewertungsmethode einer *gewachsenen Konzernstruktur* aufgezwungen werden soll. Wird die Einzelbewertung erzwungen, so tritt in die Konzernorganisation ein völlig *neuer Parameter* ein, der bisher praktisch nicht bestand oder von untergeordneter Bedeutung war: unter dem System der Einzelbewertung muss planerisch vermieden werden, dass negative Entwicklungen sich in *einer* Gesellschaft und positive in einer *anderen* abspielen, weil der Wert der ersten *abgeschrieben* werden muss, die zweite aber im Einzelabschluss *nicht aufgewertet* werden darf.

Das ist ein völlig neuer und zusätzlicher Parameter, der der Konzernwirklichkeit, die für Beteiligungen gilt, widerspricht. Bei wirtschaftlich verbundenen Unternehmen wird das Geschäftsmodell und werden die Geschäftsprozesse über die einzelnen Rechteinheiten und Regionen hinweg auf Ebene des Konzerns oder auf Ebene der Geschäftssegmente optimiert. Die Gesamt- oder Gruppenbewertung für Beteiligungen trägt dieser ökonomischen Realität Rechnung, die Einzelbewertung – angewendet auf einheitlich geleitete Bank-Beteiligungen des Konzerns – dagegen nicht.

- 5.3. Gegen das Gebot der *Verhältnismässigkeit* verstösst der vorgeschlagene Art. 27 Abs. 2 in seiner jetzt zur Diskussion stehenden Form auch deshalb, weil die *Sicherheit der Eigenmittelplanung* bei jenen Banken, die sich an Art. 25 Abs. 3 BankV gehalten haben (*Stetigkeit* in der für die Eigenmittelberechnung massgebliche Bewertungsmethode), sich abrupt mit einem nicht voraussehbaren Problem der Eigenmittelbereitstellung konfrontiert sehen. Die plötzliche Umstellung auf obligatorische Einzelbewertung wirkt sich auf diese Banken – zu denen Credit Suisse gehört – als eine drastische Eigenmittelvernichtung aus, obwohl der *wirtschaftliche Gesamtwert* des Beteiligungskontos keine Einbusse erfahren hat. Auch aus diesem Grund stimmt Art. 27 Abs. 2 in der vorliegenden Form nicht mit den Grundanforderungen, die an eingreifende Rechtsänderungen zu stellen sind, überein.

6. Steuerfolgen

Die Inkraftsetzung des Art. 27 Abs. 2 E-BankV auf den 1. Januar 2015 würde voraussichtlich die Steuerbemessungsgrundlage der Bank in merklich betreffen und könnte zu Einbussen bei den Steuereinnahmen von Bund, Kantonen und Gemeinden führen. Ein plötzlicher Steuer- und Kapitaleffekt ergäbe sich bei Einführung der neuen Regelung per 1. Januar 2015, da bei der Umstellung alle bestehenden unrealisierten Verluste auf Beteiligungen (aber auch Sachanlagen und immateriellen Aktiven), die zuvor nach dem Stetigkeitsprinzip der Gesamt- oder Gruppenbewertung unterlagen, über die *Erfolgsrechnung* realisiert würden, die ebenfalls bestehenden *Wertzunahmen* aber nicht als Gegenposten erfasst würden. Dieser erstmalige Abschreibungsbedarf im Jahre 2015 würde im Einzelabschluss zu einem massiven Aufwand und voraussehbar zu bedeutenden Verlusten der Gesamtbank führen, mit einem entsprechenden Ausfall von steuerbaren Unternehmensgewinnen.

7. Schlussfolgerungen

- 7.1. Aus den genannten Gründen ist die Gesamt- oder Gruppenbewertung (Sammelbewertung) gemäss Art. 960 Abs. 1 OR 2011 im Rahmen der Rechnungslegung für Banken weder einzuschränken noch aufzuheben. Die gesetzliche Grundlage von Art. 6b Abs. 2 BankG und der Grundsatz der Gleichbehandlung und Verhältnismässigkeit lassen einen derartigen Eingriff in Art. 960 Abs. 1 OR nicht zu.

Unser Antrag lautet: Das Verbot der Gesamt- bzw. Gruppenbewertung in Art. 27 Abs. 2 E-BankV ist zu streichen.

- 7.2. Sollte wider Erwarten der Bundesrat die Umstellung auf die Einzelbewertung für Bank-Beteiligungen durchsetzen, so wird die Eigenmittelplanung der Credit Suisse in grossem Ausmass betroffen und beeinträchtigt. Für diesen Eventualfall, der hoffentlich nicht eintreffen wird, beantragt die Credit Suisse von der Pflicht zur Einzelbewertung jene Bank-Beteiligungen auszunehmen, die *konzernmässig* geführt und kontrolliert werden

II. Bemerkungen zur Verbesserung des Entwurfes (Rz 324 ff., Rz 366 ff. und Rz 575 ff. sowie 602 ff. E-FINMA-RS)

1. Rz 324 ff. E-FINMA-RS: Erleichterungen bei Erstellung einer Konzernrechnung

Die Erleichterungen bei der Erstellung einer Konzernrechnung ("Konsolidierungsrabatt"), die neu in Rz 324 ff. E-FINMA-RS geregelt sind, wurden gegenüber den aktuell gültigen Regelungen in Art. 25k BankV markant reduziert. Wir sind der Ansicht, dass die Erleichterungen im bisherigen Umfang beibehalten werden sollten, da sie sich bewährt haben und auch dem Umstand Rechnung tragen, dass das Stammhaus bei vielen Konzernrechnungen den wesentlichsten Anteil ausmacht. Dieselben Überlegungen gelten analog auch für Banken, die einen überragenden Anteil an der Konzernrechnung der sie beherrschenden Holding ausmachen.

Eine mehrfache Erstellung und Veröffentlichung sehr ähnlicher Zahlen macht unserer Ansicht nach wenig Sinn und hat einen unverhältnismässig hohen Mehraufwand für die Banken zur Folge. Bei qualitativen Offenlegungserfordernissen, wie zum Beispiel den Erläuterungen zum Risikomanagement oder zum Hedge Accounting, würden im Einzelabschluss grösstenteils die Aussagen des Konzernberichts wiederholt. Aus diesem Grund sind wir der Ansicht, dass der Konsolidierungsrabatt im statutarischen Einzelabschluss ebenfalls für folgende Angaben im Anhang gelten sollte [Anmerkung: Randziffern (Rz) ohne weitere Bezeichnung beziehen sich auf die die Rz der E-FINMA-RS und „#“-Zeichen plus Zahl beziehen sich auf die Nummern der Tabellen im Anhang 5 zur E-FINMA-RS]:

- Rz 188 Erläuterungen zum Risikomanagement, insbesondere zur Behandlung des Zinsänderungsrisikos, anderer Marktrisiken und der Kreditrisiken
- Anhang 5 Rz 2 bis 8 E-FINMA-RS: Erläuterungen im Zusammenhang mit der Anwendung von Hedge Accounting
- #2 Darstellung der Deckungen von Forderungen und Ausserbilanzgeschäften sowie der gefährdeten Forderungen
- #4 Darstellung der derivativen Finanzinstrumente
- #15 Darstellung der ausstehenden Obligationenanleihen und Pflichtwandelanleihen
- #18 Anzahl und Wert von Beteiligungsrechten oder Optionen auf solche Rechte für alle Leitungs- und Verwaltungsorgane sowie die Mitarbeitenden und Angaben zu allfälligen Mitarbeiterbeteiligungsplänen
- #24 Darstellung der Aktiven und Passiven aufgegliedert nach In- und Ausland gemäss Domizilprinzip
- #26 Aufgliederung des Totals der Aktiven nach Bonität der Ländergruppen (Risikodomizil)
- #31 Aufgliederung der verwalteten Vermögen und Darstellung ihrer Entwicklung
- #34 Aufgliederung des Personalaufwands
- #35 Aufgliederung des Sachaufwands
- #38 Darstellung des Geschäftserfolges getrennt nach In- und Ausland nach dem Betriebsstättenprinzip
- #39 Darstellung von laufenden Steuern, der latenten Steuern und Angabe des Steuersatzes

2. Rz 366 ff. E-FINMA-RS: Fair-Value-Option (FVO)

Um die Fair-Value-Bewertung (FVO) gewisser Finanzinstrumente gemäss den neuen Rechnungslegungsvorschriften anwenden zu können, müssen die Voraussetzungen von Rz 367 ff. erfüllt sein. Diese Voraussetzungen sind insgesamt nachvollziehbar. Eine dieser Voraussetzungen verlangt jedoch, dass Finanzinstrumente nur „im Rahmen einer handelsähnlichen Strategie“ auf Fair-Value-Basis bewertet werden können. Das Kriterium der „handelsähnlichen Strategie“ würde im Vergleich zu den anerkannten internationalen Rechnungslegungsvorschriften IFRS und US GAAP zu einem restriktiveren Anwendungsbereich der FVO führen. Der Begriff „handelsähnlich“ lässt ausserdem einen beträchtlichen Interpretationsspielraum zu.

Im Hinblick auf eine möglichst weitgehende Vergleichbarkeit und Annäherung an internationale Rechnungslegungsstandards erachten wir es als zentral, dass das Kriterium der „handelsähnlichen Strategie“ den Anwendungsbereich der FVO nicht unzweckmässig einschränkt. Die wesentlichen Anwendungskriterien der FVO sollten sich auf folgende beschränken:

- ein Finanzinstrument respektive eine Gruppe von Finanzinstrumenten wird auf der Basis ihrer Marktwerte (Fair Values) bewirtschaftet oder abgesichert,
- die Performancemessung erfolgt auf der Basis der Marktwerte und
- die Marktwerte dieser Finanzinstrumente können mit einer genügenden Genauigkeit ermittelt und nachgeprüft werden.

Die Voraussetzungen zur Anwendung der FVO sollten in diesem Sinne geregelt werden, so dass die FVO auch für Finanzinstrumente angewendet werden kann, die nicht im Sinne einer eng definierten „handelsähnlicher Strategie“ bewirtschaftet werden. Die heute gültige Definition des Handelsgeschäfts beinhaltet unter anderem und typischerweise, dass Positionen kurzfristig erhöht oder reduziert werden mit dem Ziel, von kurzfristigen Kursschwankungen zu profitieren. Genau dieser Aspekt fehlt aber bei Finanzinstrumenten, die zu Marktwerten bewirtschaftet werden, für welche grundsätzlich aber eine Halteabsicht besteht. Es wäre daher sinnvoll, dass auch solche Finanzinstrumente in den Anwendungsbereich der FVO fallen würden. Wir schlagen darum vor, dass der Begriff der „handelsähnlichen Strategie“ im Sinne des E-FINMA-RS entsprechend offen definiert wird oder noch besser ganz auf das Kriterium einer „handelsähnlicher Strategie“ in Rz 367 ff. verzichtet wird.

3. Rz 575 ff. und Rz 602 ff. FINMA-RS: Eigene Kapitalanteile und Mitarbeiterbeteiligungspläne

Die neuen Bestimmungen in Rz 575 ff. erlauben, dass Gewinne und Verluste im Zusammenhang mit dem Handel von eigenen Kapitalanteilen („treasury shares“) zukünftig direkt im Eigenkapital gutgeschrieben bzw. belastet werden.

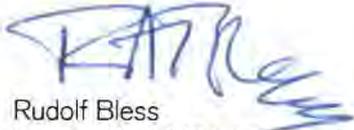
Der Handel mit eigenen Aktien stellt bei Banken – im Unterschied zu Unternehmen anderer Branchen – oftmals ein Kerngeschäft der Banktätigkeit dar. Da Banken allfällige Preisschwankungen ihrer eigenen Aktien häufig mittels Einsatz von Derivaten absichern, deren Veränderung jedoch nach wie vor in der Erfolgsrechnung erfasst werden muss, würde die neue Regelung zu Inkonsistenzen in der Rechnungslegung führen.

Bei Mitarbeiterbeteiligungsplänen mit „echten Eigenkapitalinstrumenten“ sieht Rz 606 f. für den statutarischen Einzelabschluss eine zeitgleiche Verbuchung der Mitarbeiterbeteiligungspläne in der Erfolgsrechnung und direkt im Eigenkapital vor. Eine solche Verbuchung kann, je nachdem

wie die Steuerbehörde diese beurteilt, problematisch sein. Eine abschliessende Beurteilung der Steuerbehörden zur steuerlichen Behandlung der vorgeschlagenen Verbuchung von „echten Eigenkapitalinstrumenten“ ist noch nicht vorhanden. Das OR schreibt – im Gegensatz zur Behandlung eigener Aktien – für aktienbasierte Mitarbeiterbeteiligungspläne keine Behandlung im Eigenkapital vor. Aus diesem Grund empfehlen wir eine Wahlmöglichkeit vorzusehen (vorgeschlagene Verbuchung gegen Eigenkapital oder wie im OR gegen Rückstellung).

Wir bitten Sie um Prüfung unserer Anliegen und hoffen, mit diesen Kommentaren die Diskussion betreffend der weiteren Ausarbeitung einer funktionierenden und durchsetzbaren Rechnungslegung für Banken unterstützen zu können. Für weitere Rückfragen und Erläuterungen stehen wir Ihnen gerne zur Verfügung.

Freundliche Grüsse



Rudolf Bless
Deputy CFO/ Chief Accounting Officer



Christine Gatti
Head Group Financial Accounting

RAIFFEISEN



Raiffeisen Schweiz

Raiffeisenplatz
9001 St. Gallen
Telefon 071 225 88 88
Telefax 071 225 88 87
www.raiffeisen.ch
paolo.arnoffi@raiffeisen.ch

FINMA		
ORG	18. DEZ. 2013	SB
S4		
Bemerkung:		

A-Post

Eidgenössisches Finanzdepartement EFD
Eidgenössische Finanzmarktaufsicht FINMA

Für Sie zuständig:
Paolo Arnoffi – 071 225 82 95

St. Gallen, 17. Dezember 2013

Revision Rechnungslegung Banken - Anhörung Bankenverordnung und FINMA-Rundschreiben 2008/2

Sehr geehrte Damen und Herren

Wir beziehen uns auf die eröffneten Anhörungen des Eidgenössischen Finanzdepartements (EFD) und der Eidgenössischen Finanzmarktaufsicht (FINMA) zu den neuen Rechnungslegungsvorschriften für Schweizer Banken. Die Revisionen auf Verordnungs- und Rundschreibenstufe stehen in engem inhaltlichen Zusammenhang, weshalb wir uns erlauben unsere umfassende Stellungnahme beiden Absendern zuzustellen.

Vorweg ist zu bemerken, dass wir an der Stellungnahme der Schweizerischen Bankiervereinigung (SBVg) mitgewirkt haben und diese in allen Punkten unterstützen. Unsere Stellungnahme ergänzt diejenige der SBVg. Insbesondere möchten wir auf einige, aus Sicht der Raiffeisen Gruppe besonders relevante Punkte hinweisen.

BankV Art. 27 Abs. 1

FINMA RS Rz 36/59: Abzug der Wertberichtigungen von der entsprechenden Aktivposition

Die Wertberichtigungen sollen neu zwingend mit der entsprechenden Aktivposition verrechnet werden. Diese Anpassung ist mit einem grossen Umstellungsaufwand verbunden. Wir sehen in dieser Anpassung keinen Mehrwert für den Bilanzleser, sie geht unseres Erachtens sogar zu Lasten der Transparenz. Wir beantragen daher, die bisherige Regelung beizubehalten.

BankV Art. 27 Abs. 2: Einzel- / Sammelbewertung

Eine gegenüber dem OR (Art. 960) eingeschränkte Anwendung der Sammelbewertung für Beteiligungen, Sachanlagen und immaterielle Werte lehnen wir aus den bereits von der SBVg genannten Gründen ab.

Eine eingeschränkte Anwendung bei der Sammelbewertung kann nicht nur zu einer Volatilität bei der Steuerzahlung führen, sondern auch zu einer steuerlichen Mehrbelastung in den Konstellationen, bei denen Wertberichtigungen beteiligungsabzugsberechtigter Erträge schmälern und eine spätere Zurechnung gemäss Art. 62 Abs. 4 DBG ordentlich besteuert wird. Zudem führt die Einzelbewertung von Beteiligungen im generellen zu einer erleichterten Anwendung von Art. 62 Abs. 4 DBG durch die Steuerbehörden.

BankV Art. 28: Mindestgliederung

Wir lehnen es entschieden ab, dass gemäss Art. 28 E-BankV die Mindestgliederung der Jahresrechnung nicht mehr in der BankV, sondern neu im FINMA-RS festgelegt werden soll.

Die Mindestgliederung der Jahresrechnung ist ein wesentlicher und zentraler Punkt der Rechnungslegungsvorschriften und ist daher auf Verordnungsstufe zu regeln. Die Kontinuität der Mindestgliederung ist für uns zentral und die Regelung in der BankV erhöht die Rechts- und Planungssicherheit für unsere Bankengruppe.

FINMA RS Rz neu 131: Ausfallrisikobedingte Wertberichtigungen und Verluste aus dem Zinsengeschäft

Die Wertberichtigungen und Verluste für Positionen aus dem Zinsengeschäft (Zinsen, wie auch Kapitalanteil) sollen neu im Erfolg aus dem Zinsengeschäft ausgewiesen werden.

Diese Änderung ist nicht sachgerecht, da sie den Besonderheiten des Bankgeschäfts nicht Rechnung trägt und damit zu Fehlinterpretationen führen kann. Im Gegensatz zu anderen Branchen, wo die Delkrederebildung in direktem Zusammenhang mit dem ausgewiesenen Umsatz steht, sind bei den Banken nur die Zinsen als „Umsatz“ erfasst, nicht jedoch die Transaktionen aus Krediten (Aus- bzw. Rückzahlungen). Zudem würde durch diese Anpassung der ausgewiesene Erfolg aus dem Zinsengeschäft in Zukunft deutlich volatiler. Wir lehnen deshalb diese Neuregelung entschieden ab und beantragen, den Ausweis in der Erfolgsrechnung wie bisher beizubehalten.

FINMA RS Rz 294 / 465: Nutzungsdauer Goodwill / Immaterielle Werte

Die Abschreibung von Goodwill und sonstigen immateriellen Werten soll neu über maximal 10 Jahre erlaubt sein. Demgegenüber sieht Swiss GAAP FER eine maximale Abschreibungsdauer von 20 Jahren vor. Wir sehen keine Notwendigkeit für eine Verkürzung der Abschreibungsdauer und beantragen daher, die bisherige Regelung beizubehalten.

FINMA RS RZ 435 / 436: Interne Transaktionen (Internal Trades)

Internal Trades sind eine wesentliche Voraussetzung für eine saubere Umsetzung der Abgrenzung des Handelsbuchs vom Bankenbuch, so wie dies im FINMA-RS 2008/20 verlangt wird.

Organisatorisch ist unsere Bank so aufgestellt, dass der Verantwortliche für das Bankenbuch seine Absicherungsgeschäfte (insbes. Zins- und Währungsrisiken) mit dem Handelsbuch tätigt. Der Händler stellt dem Bankenbuch das gewünschte Geschäft zum Marktpreis zur Verfügung, worauf eine Verbuchung als interner Trade erfolgt. Je nach aktueller Limiten-Situation im Handelsbuch und Markteinschätzung des Händlers, geht dieser umgehend an den Markt oder lässt den internen Trade teilweise oder gänzlich offen stehen. Wenn der Händler auf ein Durchhandeln des Absicherungsgeschäftes des Bankenbuches verzichtet, geht er bewusst ein Risiko (im Rahmen der gesetzten Limiten) im Handelsbuch ein. Das Bankenbuch hat aber so oder so ein einwandfreies Absicherungsgeschäft getätigt. Die internen Transaktionen werden für den Ausweis im Geschäftsbericht grundsätzlich eliminiert. Allerdings bleibt ein allfälliger Saldo aus den unterschiedlichen Bewertungsmethoden der beiden Bücher im Ausgleichskonto („Sonstige Aktiven“ bzw. „sonstige Passiven“) bis zur Endfälligkeit der Transaktion bestehen. In diesem Konzept wäre eine Elimination des internen Trades, so wie dies neu vorgeschlagen wird, nicht möglich.

Die Konsequenz des FINMA-Vorschlages wäre, dass das Bankenbuch mit seinen Absicherungsgeschäften direkt an den Markt gelangen müsste. Damit würden die Prozesse ineffizient (Handel und Treasury verhandeln u.U. gleichzeitig mit den gleichen Gegenparteien) und im Ergebnis würde sich schliesslich nichts ändern. Wir beantragen daher, die bisherige Regelung beizubehalten.

FINMA RS Anhang 1: OR 962 Abs. 1 und Abs. 2

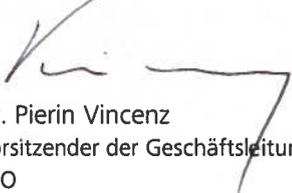
OR Art. 962 Abs. 1 Ziff. 2 verlangt einen Abschluss nach einem anerkannten Standard auch von Genossenschaften mit mindestens 2000 Genossenschäftern. Gemäss Verordnung über die anerkannten Standards zur Rechnungslegung (VASR), Art. 2, sind die Rechnungslegungsvorschriften für Banken und Effektenhändler der FINMA einem anerkannten Standard gleichgesetzt. Anerkannt ist folglich nicht nur der „True-and-Fair-View-Abschluss“, sondern auch der „Statutarische Einzelabschluss mit zuverlässiger Darstellung“ gemäss Art. 25 Abs. 1 Bst. a BankV. Um Missverständnisse zu vermeiden ist im Kommentar zur Anwendbarkeit „True-and-Fair-View“ zu streichen.

962 Abs. 1	Pflicht zur Erstellung eines Abschlusses nach einem anerkannten Standard	anwendbar (wobei ein True-and-Fair-View -Abschluss gemäss Schweizer Rechnungslegungsvorschriften für Banken mit einem anerkannten Standard gleichwertig ist)
962 Abs. 2	Gesellschafter mit Minderheiten können einen Abschluss nach anerkanntem Standard zur Rechnungslegung verlangen (Gesellschafter mit 20% des Kapitals / 10% der Genossenschäftern oder 20% der Vereinsmitglieder / jeder Gesellschafter mit einer persönlichen Haftung oder Nachschusspflicht)	anwendbar (wobei ein True-and-Fair-View -Abschluss gemäss Schweizer Rechnungslegungsvorschriften für Banken mit einem anerkannten Standard gleichwertig ist)

Wir danken Ihnen im Voraus für die wohlwollende Prüfung unserer Stellungnahme. Gerne stehen wir Ihnen für weitergehende Erklärungen zu unserer Stellungnahme zur Verfügung.

Freundliche Grüsse

Raiffeisen Schweiz


Dr. Pierin Vincenz
Vorsitzender der Geschäftsleitung
CEO


Marcel Zoller
Mitglied der Geschäftsleitung
CFO

Geht an:

Eidgenössisches Finanzdepartement EFD
Generalsekretariat
Herr Daniel Roth
Bundesgasse 3
3003 Bern

Eidgenössische Finanzmarktaufsicht FINMA
Herr Stephan Rieder
Einsteinstrasse 2
3003 Bern

Eidgenössisches Finanzdepartement EFD
Generalsekretariat
Herr Daniel Roth
Bundesgasse 3
3003 Bern
regulierung@gs-efd.admin.ch

Eidgenössische Finanzmarktaufsicht FINMA
Herr Stephan Rieder
Einsteinstrasse 2
3003 Bern
stephan.rieder@finma.ch

Basel, 13. Dezember 2013
J.4.6 / SLO

Revision Rechnungslegung Banken – Anhörung Bankenverordnung und FINMA-Rundschreiben 2008/2

Sehr geehrter Herr Roth
Sehr geehrter Herr Rieder

Wir beziehen uns auf die am 29. Oktober 2013 eröffneten Anhörungen des Eidgenössischen Finanzdepartements (EFD) und der Eidgenössischen Finanzmarktaufsicht (FINMA) betreffend die neuen Rechnungslegungsvorschriften für Banken und bedanken uns für die Gelegenheit, Ihnen unsere Position und unsere Überlegungen darzulegen. Aufgrund des engen inhaltlichen Zusammenhangs der beiden Anhörungen erlauben wir uns, die Revisionen auf Verordnungs- und Rundschreibenstufe gemeinsam in der vorliegenden koordinierten Stellungnahme zu behandeln.

Bekanntlich waren Vertreter verschiedener Bankengruppen wie auch unsere Geschäftsstelle in die Projektarbeiten von FINMA und EFD involviert und haben an der Ausarbeitung der vorliegenden Revisionsentwürfe für die Bankenverordnung (E-BankV) sowie für das FINMA-Rundschreiben 2015/xy „Rechnungslegung Banken“ (E-FINMA-RS) mitgewirkt. Wir möchten Ihnen an dieser Stelle nochmals ausdrücklich für den frühzeitigen Einbezug unserer Vereinigung in die Vorbereitungsarbeiten und den konstruktiven Dialog danken.

Zu den weiteren in der Anhörung zur BankV enthaltenen Themen (bspw. nachrichtenlose Vermögen) nimmt unsere Vereinigung mittels einer separaten Vernehmlassungsantwort Stellung.

Wir begrüßen grundsätzlich die Revision der Rechnungslegungsvorschriften für Banken. Diese garantiert zum einen, dass den Banken auch in Zukunft ein vollwertiger, eigenständiger und allgemein anerkannter Rechnungslegungsstandard zur Verfügung steht und zum anderen, dass die Vergleichbarkeit zu Jahresabschlüssen nach dem Obligationenrecht sowie Swiss GAAP FER gewährleistet bleibt. Dennoch gibt es gewisse Aspekte der Vorlage, die unseres Erachtens noch verbessert werden sollten.

So lehnen wir es beispielsweise entschieden ab, dass die Vorschriften zur Mindestgliederung künftig nicht mehr auf Verordnungsstufe geregelt sein sollen. Dies entspräche nicht der Wichtigkeit und Tragweite dieser Vorgaben und würde die Rechts- und Planungssicherheit für die Banken in unangemessener Weise tangieren.

Auch die geplante zwingende Verrechnung von Wertberichtigungen mit dem entsprechenden Aktivum sowie die Einschränkung der Anwendung der Sammelbewertung für Beteiligungen, Sachanlagen und immaterielle Werte lehnen wir ab. Die Verrechnung von Wertberichtigungen führt unseres Erachtens zu einem unverhältnismässigen Aufwand für die Banken, dem kein entsprechender Nutzen gegenübersteht, während die Einschränkung der Sammelbewertung zu einer sachlich völlig ungerechtfertigten Ungleichbehandlung der Banken gegenüber anderen Unternehmen führt.

Wir begrüßen grundsätzlich die Überarbeitung und Modernisierung der Rechnungslegungsvorschriften für Banken. Durch die Anpassung an Neuerungen des Rechnungslegungsrechtes im Obligationenrecht (OR) sowie an Entwicklungen in anderen, auch internationalen Rechnungslegungsstandards wird sichergestellt, dass den Banken in der Schweiz auch künftig ein vollwertiger, eigenständiger und allgemein anerkannter Rechnungslegungsstandard zur Verfügung steht und dass die Vergleichbarkeit zu Jahresabschlüssen nach OR und Swiss GAAP FER gewährleistet bleibt.

Allerdings gibt es in der aktuellen Vorlage einige Punkte, die unserer Ansicht nach nochmals überdacht und verbessert werden sollten. Die meisten dieser Anliegen wurden im Rahmen der Projektarbeiten der FINMA bereits ausführlich diskutiert. Da uns diese Punkte jedoch sehr wichtig sind, erlauben wir uns, sie in dieser Stellungnahme nochmals aufzubringen und zu erläutern.

Unsere Kommentare und Anliegen sind im Folgenden nach der jeweiligen rechtlichen Grundlage (E-BankV bzw. E-FINMA-RS) und in chronologischer Abfolge gegliedert. Unsere Kommentare zu den Anhängen zum Rundschreiben, zu Änderungen anderer Erlasse sowie auch gewisse formelle und redaktionelle Hinweise sind in einem separaten Dokument in der Beilage zusammengefasst.

A) Bankenverordnung (E-BankV), Art. 25 bis 42

**Art. 27 Abs. 1: Verrechnung der Wertberichtigung mit dem Aktivum
(i.V.m. Rz 36 / 59 / 621 E-FINMA-RS)**

In Übereinstimmung mit Art. 960a Abs. 3 OR ist vorgesehen, dass Wertberichtigungen neu zwingend direkt mit dem betroffenen Aktivum verrechnet werden müssen. Von der Übernahme dieser Vorgabe aus dem OR müsste unseres Erachtens jedoch unter Anwendung von Art. 6 Abs. 2 BankG und im Sinne einer "Besonderheit des Bankgeschäfts" abgesehen und stattdessen die heutige Regelung beibehalten werden. Die Bilanzposition "Forderungen" weist im Branchenvergleich eine vollkommen unterschiedliche Bedeutung auf, weshalb die Bestimmung für Banken einen bedeutend höheren Aufwand bedeuten würde, ohne dass ein wesentlicher Nutzen für den Bilanzleser ersichtlich wäre.

Im Gegenteil, die Abkehr vom Bruttoprinzip würde unseres Erachtens sogar zu Lasten der Transparenz gehen, da in der Bilanz der Jahres- und Halbjahresabschlüsse weder die ursprünglichen Aktivpositionen noch die Wertberichtigungen ersichtlich wären, sondern nur noch deren Nettobetrag. In den Halbjahresabschlüssen gibt es zudem keine diesbezüglichen Angaben im Anhang, die diesen Informationsverlust ausgleichen würden. Wir beantragen daher, die bisherige Regelung von Art. 25 Abs. 3 BankV (Wahl zwischen Direktverrechnung auf der Aktivseite der Bilanz oder Ausweis auf der Passivseite der Bilanz) beizubehalten.

Die Übergangsbestimmung gemäss Randziffer 621 des E-FINMA-RS, welche den Banken für die Umstellung betreffend den Abzug der Wertberichtigungen von den Aktivpositionen bis Anfang 2017 Zeit einräumt, ist zwar hilfreich für die praktische Umsetzung, vermag jedoch nichts an unserer grundsätzlichen Kritik an dieser Neuerung zu ändern.

Die Aufteilung von Rückstellungen und Wertberichtigungen in zwei separate Bilanzlinien begrüssen wir und würden vorschlagen, diese auch im Falle des Wahlrechtes zwischen Direktverrechnung und Ausweis auf der Passivseite unbedingt beizubehalten.

Art. 27 Abs. 2: Einzel- / Sammelbewertung

Eine gegenüber dem OR (Art. 960) eingeschränkte Anwendung der Sammelbewertung für Beteiligungen, Sachanlagen und immaterielle Werte lehnen wir aus verschiedenen Gründen ab.

Erstens sind gemäss unserer Einschätzung die Kriterien von Art. 6 Abs. 2 BankG („Besonderheiten des Bankgeschäftes“ / „Schutz der Gläubiger“) für eine Abweichung vom OR in diesem Fall klar nicht erfüllt. Der Umgang mit Beteiligungen, Sachanlagen und immateriellen Werten stellt mitnichten eine "Besonderheit des Bankgeschäftes" dar, sondern betrifft alle Unternehmen aller Branchen gleichermaßen. Damit ist nicht nur die in Art. 6b Abs. 2 BankG vorgeschriebene wirtschaftlich gleichwertige Darstellung im Vergleich zu Nicht-Banken nicht erfüllt. Ein Verbot der Sammelbewertung hätte zusätzlich auch eine unterschiedliche Darstellung der wirtschaftlichen Lage zur Folge, ohne dass sich dies mit einer Änderung der ökonomischen Grundlagen begründen liesse.

Auch das andere Kriterium des Gläubigerschutzes kann unseres Erachtens in diesem Fall keine Abweichung vom OR begründen, da der Gläubigerschutz bereits ausreichend und bedeutend wirkungsvoller durch die bestehenden und in jüngster Vergangenheit gar signifikant erhöhten Eigenmittel- und Liquiditätsanforderungen sowie Vorgaben zum Risikomanagement gewährleistet wird. Die Gläubiger sind nicht besser geschützt, wenn ein wirklich vorhandener Gesamtwert eines einheitlich geführten Portfolios von Beteiligungen plötzlich zu einem erheblichen Teil nicht mehr als Vermögenswert erfasst werden darf. Das Rechnungslegungsrecht, das den Gläubigerschutz hoch einstuft, hat bisher in der Sammelbewertung nie eine Gefahr für die Gläubiger ausgemacht. Für den Gläubigerschutz kennt das Bankenrecht eine Vielzahl an Instrumenten; das Verbot der Sammelbewertung gehört jedoch nicht dazu.

Zweitens führt der Vorschlag zu zusätzlicher Volatilität bei den Gewinnen wie auch den Steuerzahlungen und den Eigenmitteln der Banken. Die Aufrechnung von temporären Wertverlusten mit gleichzeitig vorhandenen Bewertungsreserven bei der Sammelbewertung führt zu einem "glättenden" Effekt in der Bewertung der Beteiligungen. Das OR, wie auch der Vorschlag zur neuen Rechnungslegung für Banken erlauben stille Reserven zum Zweck einer ausgeglichenen Geschäftsentwicklung explizit. Durch den Vorschlag zur Einzelbewertung wird dieses Prinzip jedoch eingeschränkt.

Wir erachten es zudem als kritisch, dass die neue Vorschrift zur Einzelbewertung nicht für alle FINMA-regulierten Gesellschaften Anwendung findet – so fallen beispielsweise Banken, welche ihre Beteiligungen in einer Holdinggesellschaft halten, nicht unter diese Vorschrift, ebenso auch Versicherungsinstitute nicht.

Aus den genannten Gründen sind wir klar der Ansicht, dass die Sammelbewertung – analog Art. 960 OR – für Beteiligungen, Sachanlagen und immaterielle Werte auch für Banken in der Regel möglich sein muss. Eine Ungleichbehandlung gemäss Art. 6 Abs. 2 BankG ist keinesfalls gerechtfertigt, weshalb der letzte Satz von Art. 27 Abs. 2 E-BankV gestrichen werden muss.

Art. 28: Mindestgliederung
(i.V.m. Rz 73 ff. E-FINMA-RS)

Gemäss Art. 28 E-BankV soll die Mindestgliederung der Jahresrechnung nicht mehr in der BankV, sondern neu im FINMA-RS festgelegt werden. Diese Änderung lehnen wir entschieden ab.

Die Mindestgliederung der Jahresrechnung ist ein wesentlicher und zentraler Punkt der Rechnungslegungsvorschriften und ist daher auf Verordnungsstufe zu regeln. Auch im Vergleich mit anderen Unternehmen, für welche die Mindestgliederung auf Stufe OR geregelt ist, beziehungsweise im Vergleich mit anderen Vorschriften für Banken auf Verordnungsstufe (z.B. Eigenmittel- und Liquiditätsanforderungen) scheint eine Regelung auf Stufe BankV angemessen zu sein und ist daher zwingend.

Die Flexibilität, die durch eine Regelung auf Rundschreibenstufe geschaffen würde, könnte zwar in Einzelfällen hilfreich sein, aber widerspricht klar dem übergeordneten Bedürfnis der Banken nach Rechts- und Planungssicherheit. Die Kontinuität der Mindestgliederung ist für unsere Mitglieder zentral. Auch gilt es hierbei zu bedenken, dass eine Mindestgliederung jederzeit zusätzliche Angaben erlaubt, sollte dies nötig oder gewünscht sein. Die dadurch sichergestellte Flexibilität ist unseres Erachtens ausreichend um auf neue Entwicklungen zu reagieren.

Auch gilt es zu bedenken, dass durch die Verlagerung der Mindestgliederungsvorschriften eine Kompetenzverschiebung vom Bundesrat (BankV) zum FINMA-Verwaltungsrat (FINMA-RS) stattfinden würde, die aus unserer Sicht zu weit ginge und der Tragweite dieser Bestimmungen nicht mehr gerecht würde.

Mit Blick auf die gewünschte Entschlackung der BankV schlagen wir vor, die Vorschriften zur Mindestgliederung in einem Anhang zur BankV festzulegen. Dadurch würde die BankV übersichtlicher und redaktionell gekürzt, ohne dass die Rechtssicherheit für Banken tangiert würde.

B) FINMA Rundschreiben 2015/xy (E-FINMA-RS)

Rz 36 / 59 / 621: Verrechnung der Wertberichtigung mit dem Aktivum

Die Bemerkungen zu Art. 27 Abs. 1 E-BankV gelten analog für diese Randziffern.

Rz 73 ff.: Mindestgliederung

Die Bemerkungen zu Art. 28 E-BankV gelten analog für diese Randziffern.

Rz 131: Wertberichtigungen und Verluste aus dem Zinsengeschäft

Gemäss dieser neuen Randziffer soll der Nettobetrag der ausfallrisikobedingten Wertberichtigungen und Verluste aus dem Zinsgeschäft künftig im Zinserfolg ausgewiesen werden. Diese quasi als Minuszins dargestellte Grösse gehört aus unserer Sicht nicht in den Zinserfolg, sondern zusammen mit den anderen Wertberichtigungen und Verlusten wie bisher in eine gesonderte Erfolgsrechnungsposition.

Durch diesen Vorschlag würde das Zinsergebnis willkürlicher Volatilität ausgesetzt. Des Weiteren schätzen wir den durch diese Neuerung geschaffenen Anreiz, die Dotierung der Wertberichtigungen möglichst tief und die Auflösung von Wertberichtigungen möglichst hoch auszugestalten, als äussert kritisch ein. Auch sehen wir die Problematik der sehr anspruchsvollen Kommentierung und des fehlenden Mehrwerts für den Bilanzleser, der diese Anpassung begründen könnte.

Da diese Anpassung eine Angleichung an internationale Standards darstellt und daher denjenigen Banken, die internationale Standards anwenden, entgegenkommt, schlagen wir vor, ein Wahlrecht einzuführen, das künftig sowohl die Verbuchung in einer separaten Erfolgsrechnungsposition als auch den Abzug vom Zinserfolg ermöglicht.

Rz 294 / 465: Nutzungsdauer immaterieller Werte

Es gibt aus unserer Sicht keinen überzeugenden Grund, weshalb betreffend Nutzungsdauer von immateriellen Werten von der bisherigen Regelung wie auch von FER 10 (Fachempfehlungen zur Rechnungslegung) abgewichen werden sollte. Während das

aktuelle FINMA-RS und FER 10 eine maximal zulässige Lebensdauer von immateriellen Werten und Goodwill von 20 Jahren vorsehen, würde bei Banken künftig maximal eine Nutzungsdauer von 10 Jahren erlaubt sein. Wir beantragen, die Nutzungsdauer unverändert und in Übereinstimmung mit FER bei 20 Jahren zu belassen.

Rz 324 ff.: Erleichterungen bei Erstellung einer Konzernrechnung

Bezüglich Erleichterungen bei der Erstellung einer Konzernrechnung ("Konsolidierungsrabatt") fällt auf, dass verschiedene Erleichterungen zu Bestandteilen des Anhangs im Vergleich zur aktuell gültigen Regelung (Art. 25k BankV) nicht mehr vorgesehen sind. Wir sind der Ansicht, dass die Erleichterungen im bisherigen Umfang beibehalten werden sollten, da sie sich einerseits bewährt haben und andererseits dem Umstand Rechnung tragen, dass in vielen Konzernrechnungen das Stammhaus einen überragenden Anteil ausmacht. Eine doppelte Erstellung und Veröffentlichung sehr ähnlicher Zahlen macht unserer Ansicht nach wenig Sinn, während sie jedoch unnötigen zusätzlichen Aufwand für die Banken schafft. Dieselben Überlegungen gelten analog auch für Banken, die einen überragenden Anteil an der Konzernrechnung der sie beherrschenden Holding ausmachen.

Zusätzlich sind wir der Ansicht, dass Banken, analog zur Geldflussrechnung und zum Lagebericht und aufgrund derselben Überlegungen, auf Einzelstufe auch von der Erstellung des Eigenkapitalnachweises befreit sein sollten.

Rz 366 ff.: Fair-Value-Option (FVO)

Um die Fair-Value-Option gemäss den neuen Rechnungslegungsvorschriften anwenden zu können, müssen die Voraussetzungen von Rz 367 ff. erfüllt sein. Randziffer 367 verlangt, dass Finanzinstrumente, für die eine Bank die FVO anwenden will, „im Rahmen einer handelsähnlichen Strategie auf Fair-Value-Basis bewertet werden“. Das Kriterium der „handelsähnlichen Strategie“ führt zu einer Abweichung in der Anwendung der FVO gegenüber IFRS und US GAAP.

Im Hinblick auf eine möglichst weitgehende Anlehnung an internationale Standards erachten wir es jedoch als zentral, dass das Kriterium der „handelsähnlichen Strategie“ nicht einschränkend wirkt, sondern dass sich das Kriterium vor allem auf die Bewertung und Performancemessung auf Fair-Value-Basis bezieht. In diesem Sinne schlagen wir vor, den Zusatz der „handelsähnlichen Strategie“ zu streichen.

Rz 369: Auswirkung der eigenen Kreditwürdigkeit

Die Formulierung in dieser Randziffer ist unserer Erachtens unklar und kann zu möglicherweise unbeabsichtigten Konsequenzen führen. Bei einer wörtlichen Auslegung der Randziffer müsste der Fair Value bereits im Emissionszeitpunkt um den Effekt des eigenen Kreditrisikos bereinigt werden. Unseres Erachtens zielt die Rz 369 jedoch darauf ab, dass kein Erfolg ausgewiesen wird, der sich aufgrund einer Veränderung der eigenen Kreditwürdigkeit nach der Emission ergibt. Die im Emissionszeitpunkt im Fair Value enthaltene eigene Kreditwürdigkeit sollte nach unserem Verständnis über die Laufzeit des Finanzinstruments erfolgswirksam erfasst

werden (wie dies auch bei einer Bilanzierung zu fortgeführten Anschaffungskosten der Fall wäre).

Die Formulierung der Randziffer sollte zum besseren Verständnis daher wie folgt angepasst werden: „Die allfällige Auswirkung *einer Veränderung* der eigenen Kreditwürdigkeit auf den Fair Value *nach der erstmaligen Bilanzierung (oder nach dem Emissionszeitpunkt)* muss neutralisiert werden und darf die Erfolgsrechnung nicht beeinflussen...“

Rz 405 ff.: Wertberichtigungen für Ausfallrisiken

Gemäss Erläuterungsbericht (S. 32) ist bezüglich Wertberichtigungen für latente Ausfallrisiken neu explizit vorgesehen, dass diese durch Einzelwertberichtigungen abgedeckt werden können, was wir sehr begrüßen. Leider findet sich jedoch kein entsprechender Hinweis im E-FINMA-RS (Rz 405 ff.). Da eine Erwähnung im Erläuterungsbericht keine genügende Rechtswirkung hat, erachten wir es sowohl aus Optik der Banken wie auch der Prüfer als erforderlich, dass diese Neuerung im FINMA-RS explizit festgehalten wird.

Rz 430 / 435: Interne Transaktionen

Die geplante Behandlung von internen Transaktionen ist für gewisse Banken problematisch und wird daher abgelehnt. Eine allfällige Differenz, die sich aufgrund unterschiedlicher Bewertungsmethoden bei internen Transaktionen ergibt, eliminiert sich grundsätzlich bis zum Verfall des Geschäfts. Der aus den unterschiedlichen Bewertungsmethoden entstehende Saldo am Bilanzstichtag wird in der Bilanz im „Ausgleichskonto“ unter den „Sonstigen Aktiven“ bzw. „Sonstigen Passiven“ ausgewiesen. Mit dieser Behandlung wird heute der Trennung zwischen Handels- und Bankenbuch resp. der damit verbundenen unterschiedlichen Bewertung mehr Priorität zugeordnet als der damit verbundenen Problematik, dass die Bilanz grundsätzlich nur direkte externe Geschäfte zeigt. Weshalb nun von der bisherigen Priorisierung der unterschiedlichen Bewertung (Handels-/Bankenbuch) Abstand genommen werden soll, bleibt unklar und unbegründet, insbesondere vor dem Hintergrund, dass sich die Bewertungsdifferenzen bis Verfall eliminieren. Wir beantragen daher, die bisherige Regelung beizubehalten.

Rz 497 ff.: Dynamische Methode für Vorsorgeeinrichtungen

Wir verstehen die Randziffer 497 so, dass sämtliche erfolgsneutralen Buchungen in den durch die FINMA anerkannten internationalen Standards erfolgswirksam zu erfassen sind. Da damit auch versicherungsmathematische Gewinne und Verluste in der Erfolgsrechnung erfasst werden müssten, würde dies zu einer starken Zunahme der Volatilität der Jahresgewinne führen, womit dieses Wahlrecht kaum ausgeübt werden dürfte. Es gilt unseres Erachtens zu prüfen, ob eine alternative Buchungsmethodik möglich ist, um diese zusätzliche Volatilität in der Erfolgsrechnung zu vermeiden.

Rz 575 ff.: Eigene Kapitalanteile

Eigene Kapitalanteile müssen, in Übereinstimmung mit den neuen Vorgaben des OR (Art. 959a Abs. 2 Ziffer 3 Bst. e), als Minusposten im Eigenkapital ausgewiesen werden. Gewinne und Verluste im Zusammenhang mit dem Handel von eigenen Kapitalanteilen sollen zukünftig direkt der gesetzlichen Gewinnreserve (Statutarischer Einzelabschluss) bzw. der Kapitalreserve (Zusätzlicher Einzelabschluss True and Fair View und Konzernrechnung) gutgeschrieben bzw. belastet werden. Dieser Punkt ist für Banken umso wichtiger, als der Handel mit Aktien – im grossen Unterschied zu Unternehmen anderer Branchen – oftmals ein Kerngeschäft der Banktätigkeit darstellt und im Rahmen dieser Handelstätigkeit die Banken zwangsläufig auch mit eigenen Kapitalanteilen handeln müssen.

Da Banken allfällige Preisschwankungen ihrer eigenen Aktien häufig mittels Einsatz von Derivaten absichern, deren Veränderung jedoch nach wie vor in der Erfolgsrechnung erfasst werden muss, sind wir besorgt darüber, dass die neue Regelung zu neuen Inkonsistenzen („Accounting Mismatches“) führen würde.

Weiter ist derzeit noch unklar, ob die in Rz 575 ff. vorgesehene Behandlung von eigenen Kapitalanteilen von den Steuerbehörden akzeptiert wird oder ob sie zu einer steuerlich unvorteilhaften Situation für die Banken führt, bei der beispielsweise der statutarische Abschluss nicht mehr als massgebliche Grundlage für die Gewinnermittlung akzeptiert würde.

In Anbetracht der aktuellen Ungewissheiten schlagen wir daher vor, in den Rechnungslegungsvorschriften für Banken eine Wahlmöglichkeit betreffend die Verbuchung von eigenen Kapitalanteilen (direkt im Eigenkapital oder über die Erfolgsrechnung) vorzusehen, die es den Banken ermöglicht, je nach Geschäftsmodell auf die Einschätzung bzw. den Entscheid der Steuerbehörden in dieser Thematik zu reagieren, sobald diese vorliegen.

Für die Banken sind diese Punkte zentral, weil zusätzliche Asymmetrien in der Bewertung vermieden werden sollen und weil der Statutarische Einzelabschluss gemäss den Rechnungslegungsvorschriften für Banken auch künftig als massgebliche Grundlage für die steuerliche Gewinnermittlung verwendet werden soll.

Rz 602 ff.: Mitarbeiterbeteiligungspläne

Analoge Probleme wie bei der Behandlung eigener Kapitalanteile (vgl. oben, Rz 575 ff.) ergeben sich auch bei „echten Eigenkapitalinstrumenten“ (Rz 606 f.). Eine Verbuchung von Mitarbeiterbeteiligungsplänen in der Erfolgsrechnung und zeitgleich im Eigenkapital könnte, je nachdem wie die Steuerbehörden dies beurteilen, problematisch sein. Das OR schreibt – im Gegensatz zur Behandlung eigener Aktien – für aktienbasierte Mitarbeiterbeteiligungspläne keine Behandlung im Eigenkapital vor. Aus diesem Grund empfehlen wir analog zu den eigenen Kapitalanteilen, eine Wahlmöglichkeit vorzusehen, die es den Banken erlaubt, nach Vorliegen einer Einschätzung bzw. eines Entscheides der Steuerbehörden die Art der Verbuchung entsprechend zu wählen.

In den Rz 602 ff. fehlen unseres Erachtens Vorgaben zur Behandlung von Mitarbeiterbeteiligungsplänen, bei denen die Mitarbeitenden einer Bank Aktien oder Optionen auf Aktien einer anderen Gesellschaft des Konzerns erhalten (in der Regel Aktien oder

Optionen auf Aktien der Muttergesellschaft). Solche Eigenkapitalinstrumente fallen weder unter die Definition von echten noch von virtuellen Eigenkapitalinstrumenten gemäss Rz 604. Des Weiteren geht aus dem Rundschreiben nicht eindeutig hervor, ob für solche Mitarbeiterbeteiligungspläne im Einzelabschluss der Bank die Tabelle auf Seite 49 in Anhang 5 offenzulegen ist.

Rz 610 ff.: Veröffentlichung

In den Randziffern 610 ff. wie auch in Art. 32 E-BankV wird verlangt, dass die Banken der Öffentlichkeit gedruckte Versionen von Geschäftsbericht und Zwischenabschluss zur Verfügung stellen müssen. Unseres Erachtens könnte diese Vorgabe derart missverstanden werden, dass Geschäftsbericht wie auch Zwischenabschluss jederzeit in von einer Druckerei angefertigten Exemplaren vorliegen müssen. Unseres Erachtens wäre eine solche Regelung jedoch zu weitgehend.

Leider schaffen die Ausführungen in E-FINMA-RS (Rz 610 ff.) sowie im Erläuterungsbericht (Seite 11) diesbezüglich keine abschliessende Klarheit. Wir beantragen deshalb eine entsprechende eindeutige Klarstellung, dass Geschäftsbericht und Zwischenabschluss nicht in traditionell gedruckter Form vorliegen müssen, sondern dass eine Publikation im Internet sowie ein bei Bedarf von einem Bankmitarbeitenden erstellter Ausdruck eines solchen Dokumentes – insbesondere in Bezug auf den Zwischenabschluss – ausreichend sind.

Rz 619 ff.: Übergangsbestimmungen

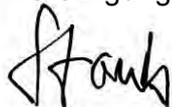
Unseres Erachtens fehlt bei den Übergangsbestimmungen derzeit noch eine Vorgabe, wie die bisherigen Reservekonten in die Reservekonten gemäss den neuen obligationenrechtlichen Bestimmungen überführt werden sollen. Wir bitten daher um eine diesbezügliche Ergänzung.

Wir bedanken uns für die wohlwollende Prüfung unserer Kommentare und Anliegen. Für allfällige Rückfragen oder eine vertiefte Erörterung unserer Stellungnahme stehen wir Ihnen selbstverständlich jederzeit gerne zur Verfügung.

Freundliche Grüsse
Schweizerische Bankiervereinigung



Renate Schwob



Markus Staub

- „Kommentare der SBVg zu den Anhängen des E-FINMA-RS und zu Änderungen anderer Erlasse sowie formelle und redaktionelle Hinweise“

Anhörung Revision Rechnungslegung

Kommentare der SBVg zu den Anhängen des E-FINMA-RS und zu Änderungen anderer Erlasse sowie formelle und redaktionelle Hinweise

Beilage zur Stellungnahme

Dokument	Stellungnahme
Anhang 1	Tabellarische Übersicht der Bestimmungen des OR
OR 962 Abs. 1 und 2	Der Art. 962 Abs. 1 OR verlangt einen Abschluss nach einem anerkannten Standard. Gemäss Verordnung über die anerkannten Standards zur Rechnungslegung (VASR), Art. 2, sind die Rechnungslegungsvorschriften für Banken und Effekthändler der FINMA einem anerkannten Standard gleichgesetzt. Anerkannt ist folglich nicht nur der „True-and-Fair-View-Abschluss“, sondern auch der „Statutarische Einzelabschluss mit zuverlässiger Darstellung“ gemäss Art. 25 Abs. 1 Bst. a BankV. Um Missverständnisse zu vermeiden, ist im Kommentar zur Anwendbarkeit „True-and-Fair-View“ zu streichen.
Anhang 2	Details zu den einzelnen Positionen der Bilanz und der Ausserbilanzgeschäfte
Rz A2-109	In dieser Randziffer sollte „und pro Gegenpartei“ gestrichen werden. Bei Börsentransaktionen ist die Gegenpartei nicht bekannt und ein Netting pro Gegenpartei daher weder möglich noch sinnvoll.
Anhang 3	Details zu den einzelnen Positionen der Erfolgsrechnung
Rz A3-24	Hier wird erwähnt, dass Wiedereingänge aus früheren Perioden direkt den Wertberichtigungen gutgeschrieben werden. Es stellt sich uns die Frage, ob dies angesichts anderer geplanter Neuerungen (zwingende Verrechnung der Wertberichtigungen mit den entsprechenden Aktiven in der Bilanz sowie Verrechnung von Wiedereingängen mit ausfallrisikobedingten Wertberichtigungen in der Erfolgsrechnung) überhaupt noch möglich ist.
Anhang 5	Details zu den einzelnen Positionen des Anhangs der Jahresrechnung / Konzernrechnung
Konsolidierungsrabatt	Basierend auf den Erläuterungen zu Rz 324 ff. (Erleichterungen bei Erstellung einer Konzernrechnung) in der Stellungnahme sind wir der Ansicht, dass der Konsolidierungsrabatt im statutarischen Einzelabschluss zusätzlich für folgende Kapitel des Anhangs 5 zum Rundschreiben gelten sollte: <ul style="list-style-type: none"> - Erläuterungen im Zusammenhang mit der Anwendung von Hedge Accounting - Darstellung der Deckungen von Forderungen und Ausserbilanzgeschäften sowie der gefährdeten Forderungen (Kapitel 2) - Darstellung der derivativen Finanzinstrumente (4) - Darstellung der ausstehenden Obligationenanleihen und Pflichtwandelanleihen (15) - Anzahl und Wert von Beteiligungsrechten oder Optionen auf solche Rechte für alle Leitungs- und Verwaltungsorgane sowie die Mitarbeitenden und Angaben zu allfälligen Mitarbeiterbeteiligungsplänen (18) - Aufgliederung des Totals der Aktiven nach Bonität der Ländergruppen (Risikodomizil) (26)

	<ul style="list-style-type: none"> - Aufgliederung der verwalteten Vermögen und Darstellung ihrer Entwicklung (31) - Aufgliederung des Personalaufwands (34) - Aufgliederung des Sachaufwands (35) - Darstellung des Geschäftserfolges getrennt nach In- und Ausland nach dem Betriebsstättenprinzip (38) - Darstellung von laufenden Steuern, der latenten Steuern und Angabe des Steuersatzes (39)
Rz A5-14	Wir schlagen vor, den Begriff „Verkehrswert“ durch „Marktwert“ zu ersetzen (analog Terminologie in den „Richtlinien für die Prüfung, Bewertung und Abwicklung grundpfandgesicherter Kredite“ der SBVg).
Rz A5-16	<p>Uns ist nicht klar, ob diese Randziffer eine Praxisänderung gegenüber heute darstellt. Bisher galt grundsätzlich, dass überfällige Forderungen häufig Bestandteil der gefährdeten Forderungen sind, was übrigens auch im Glossar in Anhang 7 so festgehalten ist. Gemäss A5-16 wäre dies neu offenbar nur noch dann der Fall, wenn die überfälligen Forderungen nicht vollständig durch Sicherheiten abgedeckt sind. Wir wären dankbar für eine diesbezügliche Klärung und Präzisierung.</p> <p>Des Weiteren sollte in dieser Rz das überflüssige „nicht in“ gestrichen werden.</p>
A5-34	Wir schlagen folgende Präzisierung vor: „Wesentliche Beteiligungen gemäss nachfolgender Tabelle“
Tabelle 8 Sachanlagen (Seite 28)	<p>Wir sind der Ansicht, dass eine separate Offenlegung von Software insbesondere für kleinere und mittlere Banken übertrieben ist und daher nochmals überdacht werden sollte.</p> <p>Ausserdem erscheint uns unklar, was mit der Fusszeile ** gemeint ist bzw. in welchen Fällen Abschreibungen über den Ausserordentlichen Aufwand gebucht werden können. Wir wären dankbar für eine entsprechende Präzisierung.</p>
Rz A5-133 ff.	<p>Wir gehen davon aus, dass die in der Tabelle geforderten Informationen in den Buchführungssystemen der meisten Banken nicht in der für eine sinnvolle Offenlegung erforderlichen Granularität vorhanden sind (eine Offenlegung der zugrunde liegenden Risiken erfordert unseres Erachtens eine risikomässige Zerlegung der einzelnen Finanzinstrumente). Falls die einzelnen Finanzinstrumente nicht zerlegt werden, sondern entsprechend dem Hauptrisiko zugeteilt werden, ergibt sich unseres Erachtens bei vielen Banken eine Offenlegung ohne jegliche Relevanz. Beispiel: Das FX-Risiko einer US-Aktie wird durch eine Devisenoption (USD/CHF) abgesichert. Der Erfolg aus der US-Aktie (inkl. FX-Effekt) wird in der Zeile Beteiligungstitel ausgewiesen, während der Erfolg aus der Devisenoption in der Zeile Devisen ausgewiesen wird. Wir würden daher vorschlagen, auf diese Aufgliederung gänzlich zu verzichten bzw. diese auf ein Minimum zu beschränken (Aufgliederung in Handelsgeschäft / FVO).</p> <p>Sollte an der Aufgliederung jedoch trotz oben genannter Vorbehalte festgehalten werden, so würden wir die FINMA bitten, zu prüfen, ob Banken, die das Handelsgeschäft nur in beschränktem Umfang betreiben und welche nicht von der Fair-Value-Option Gebrauch machen, von der Aufgliederung ausgenommen werden könnten. Ein mögliches Abgrenzungskriterium wäre beispielsweise der De-Minimis-Ansatz gemäss Rz 49 ff. FINMA-RS 2008/20 „Marktrisiken Banken“.</p>

Eigenmittelverordnung (ERV)	
Art. 38 Abs. 1	Diese Vorschrift geht unseres Erachtens über Basel III hinaus bzw. widerspricht den internationalen Empfehlungen gar. Basel III verlangt, dass Investitionen in das zusätzliche Kernkapital und in das Ergänzungskapital eines Unternehmens des Finanzbereichs, welche die Bedingungen dieser Kapitalkategorien nicht erfüllen, wie hartes Kernkapital zu behandeln sind. Die E-BankV hingegen sieht vor, dass diese Investitionen schwellenwertlos abzuziehen sind, was jedoch klar strenger ist als die Schwellenwertberechnung für das Kernkapital. Ausserdem legt Basel III fest, dass Kapitalinstrumente an Banken, die nicht in deren Eigenmittel angerechnet werden, ebenfalls nicht in die Berechnung einfließen müssen. Diese Ausnahme fehlt aktuell in Art. 38 ERV.
Art. 137 Abs. 1	Gemäss der vorgeschlagenen Ergänzung „soweit diese nicht verrechnet werden“ soll die Verrechnung von Wertberichtigungen für Ausfallrisiken ab dem 1.1.2015 auch für die Eigenmittelberechnung gelten bzw. zumindest möglich sein. Es erscheint sinnvoll, dies konsistent zu den Bestimmungen der Rechnungslegung zu handhaben, jedoch ist es unglücklich, dass diese Bestimmung nur in den Übergangsbestimmungen der ERV erwähnt wird. Ab 2019 und mit der definitiven Anwendung des internationalen Standardansatzes (SA-BIZ) würde diese Bestimmung wieder wegfallen. Sollte die Verrechnung von Wertberichtigungen mit den Aktiven in den Rechnungslegungsvorschriften beibehalten werden, so müsste die Möglichkeit zur Verrechnung auch in den SA-BIZ übernommen werden.
Diverse Dokumente	Formelle / Redaktionelle Inputs
FINMA-RS, Titel zw. Rz 574 und 575	Der Titel „Transaktionen mit Beteiligten und Behandlung von eigenen Kapitalanteilen“ sollte den Buchstaben C anstelle von A tragen.
FINMA-RS, Titel zw. Rz 595 und 596	Der Titel „Eigenkapitaltransaktionskosten“ sollte den Buchstaben D anstelle von B tragen.
FINMA-RS, diverse Randziffern (z.B. Rz 239 ff)	Im Rundschreiben ist die Schreibweise der Bilanz- und Erfolgsrechnungspositionen nicht einheitlich gehandhabt: Teilweise sind diese kursiv, teilweise nicht. Wir würden es begrüßen, wenn die Positionsbezeichnungen im gesamten Rundschreiben einheitlich kursiv geschrieben würden. Dies erleichtert die Lesbarkeit des FINMA-RS erheblich.

Eidgenössisches Finanzdepartement EFD
Generalsekretariat EFD
Rechtsdienst
Bundesgasse 3
3003 Bern

Börsenstrasse 15
Postfach, CH-8022 Zürich
Telefon +41 44 631 31 11
Fax +41 44 631 39 11
www.snb.ch

Zürich, 16. Dezember 2013

Statistik
GBO
guido.boller@snb.ch

Anhörung zur Totalrevision der Bankenverordnung **Stellungnahme der Schweizerischen Nationalbank**

Sehr geehrte Damen und Herren

Wir nehmen gerne die Gelegenheit wahr, im Rahmen der Anhörung Stellung zur Totalrevision der Bankenverordnung zu nehmen. Die mit dieser Totalrevision angepassten Rechnungslegungsvorschriften für Banken (RVB) bilden die Grundlage der bankenstatistischen Erhebungen der Schweizerischen Nationalbank. Wir sind mit den vorgeschlagenen Anpassungen einverstanden und werden sie in unseren statistischen Erhebungen vollumfänglich umsetzen.

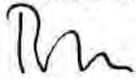
Probleme bereiten die Übergangsbestimmungen auf Seite 40 des Erläuterungsberichts, namentlich die Möglichkeit der Banken, die neuen Rechnungslegungsvorschriften vorzeitig, das heisst bereits vor dem 1. Januar 2015 anzuwenden. Eine vorzeitige Anwendung würde dazu führen, dass 2014 einzelne Banken bereits nach den neuen RVB, das Gros der Banken jedoch noch nach den alten RVB bilanzieren würde. Aus der Sicht der Bankenstatistik muss eine solche Situation vermieden werden. Die Nationalbank wird daher von allen Banken – d.h. auch von denjenigen Banken, die von der Möglichkeit der vorzeitigen Anwendung der neuen RVB Gebrauch machen würden – verlangen, die bankenstatistischen Meldungen an die SNB bis und mit Stichtatum 31.12.2014 nach alten RVB einzureichen.

Wie wir verstanden haben, wurde die Möglichkeit der vorzeitigen Anwendung der neuen RVB insbesondere dafür geschaffen, denjenigen Banken, die unterjährig abschliessen, zu ermöglichen, bereits für das Geschäftsjahr 2014/2015 die neuen RVB anzuwenden. Diese Möglichkeit sollte bestehen bleiben. Wir regen jedoch an, die Übergangsbestimmungen dahingehend zu präzisieren, dass sie nur für diesen sehr spezifischen Fall anwendbar sind und entsprechend Banken, deren Geschäftsjahr jeweils am 1. Januar beginnt, von der Möglichkeit einer vorzeitigen Anwendung der neuen RVB ausgeschlossen bleiben. Der erste Abschnitt der Übergangsbestimmungen könnte daher folgendermassen formuliert werden:

Die neuen Rechnungslegungsvorschriften gelten für Geschäftsjahre, die am oder nach dem 1. Januar 2015 beginnen. Eine vorzeitige Anwendung ist für diejenigen Banken gestattet, deren Geschäftsjahr nicht am 1. Januar beginnt. Die Abschlüsse haben die jeweiligen Vergleichszahlen der Vorperiode zu enthalten.

Bei Fragen stehen Ihnen die Unterzeichneten gerne zur Verfügung.

Freundliche Grüsse
Schweizerische Nationalbank



Guido Boller
Leiter Statistik



Stefanie Schnyder
Stv. Leiterin Statistik



**Eidg. Finanzdepartement
Generalsekretariat
Bundesgasse 3
3003 Bern**

regulierung@gs-efd.admin.ch

Bern, 31. Dezember 2013

Totalrevision der Bankenverordnung (BankV)

Anhörungsantwort der Schweizerischen Volkspartei (SVP)

Sehr geehrte Damen und Herren

Wir danken Ihnen für die Einladung, im Rahmen der oben genannten Anhörung Stellung zu nehmen. Gerne äussern wir uns dazu wie folgt:

Die SVP begrüsst grundsätzlich sowohl die vorgeschlagene Regelung für langfristig nachrichtenlose Vermögenswerte, die Möglichkeit ihrer Übertragung auf eine andere Bank (Art. 37I BankG) und ihre Ablieferung an den Bund (Art. 37m BankG), als auch die Überarbeitung und Modernisierung der Rechnungslegungsvorschriften für Banken.

Durch die Anpassung an Neuerungen des Rechnungsregelungsrechtes im Obligationenrecht (OR) sowie an Entwicklungen in anderen, auch internationalen Rechnungsregelungsstandards wird sichergestellt, dass den Banken in der Schweiz auch künftig ein vollwertiger, eigenständiger und allgemein anerkannter Rechnungsregelungsstandard zur Verfügung steht, und dass die Vergleichbarkeit zu Jahresabschlüssen nach OR und Swiss GAAP FER gewährleistet bleibt.

Artikel 45-59 und 68-69 E-BankV regeln für die Banken das Problem der nachrichtenlosen Vermögenswerte, nachdem im Oktober 2010 mit einer Zusatzbotschaft zur Änderung des BankG die entsprechende gesetzliche Grundlage geschaffen wurde.

Für die Stellungnahmen zu einzelnen Artikel des vorliegenden Revisionsentwurf der Bankenverordnung, schliesst sich die SVP den Eingaben der Schweizer Bankiervereinigung (SGVg) an.

Wir danken Ihnen für die Berücksichtigung unserer Stellungnahme und grüssen Sie freundlich.

SCHWEIZERISCHE VOLKSPARTEI

Der Parteipräsident



Toni Brunner
Nationalrat

Der Generalsekretär



Martin Baltisser

Eidgenössisches Finanzdepartement
EFD
Generalsekretariat
Herr Daniel Roth
Bundesgasse 3
CH-3003 Bern
regulierung@gs-efd.admin.ch

Bern, 31. Dezember 2013 sgV-Sc

Anhörungsantwort Totalrevision der Bankenverordnung

Sehr geehrte Damen und Herren

Der Schweizerische Gewerbeverband sgV, die Nummer 1 der Schweizer KMU-Wirtschaft, vertritt 250 Verbände und gegen 300'000 Unternehmen. Im Interesse der Schweizer KMU setzt sich die Dachorganisation sgV für optimale wirtschaftliche und politische Rahmenbedingungen sowie für ein unternehmensfreundliches Umfeld ein.

Der Schweizerische Gewerbeverband sgV begrüsst, dass für Banken und Effekthändler separate Rechnungslegungsvorschriften bestehen, die den spezifischen Gegebenheiten der Banken Rechnung tragen und in der Verordnung über die Standards zur Rechnungslegung (VASR) anerkannt werden. Einige Punkte der nun vorgestellten Vorlage sind noch kumulativ zu verbessern:

Mindestgliederungsvorschriften: Es ist zwingend erforderlich, dass die zentralen Inhalte einer separaten Rechnungslegung für Banken auf Stufe Verordnung erlassen werden. Dazu gehören neben den Grundlagen und Grundsätzen der Bewertung auch die Mindestgliederungsvorschriften. Die Gliederungsvorschriften für die Bilanz und die Erfolgsrechnung stellen elementare Eckwerte der Rechnungslegung dar, die auf Stufe Verordnung zu regeln sind.

Der sgV sieht es als zwingend erforderlich an, dass die wichtigsten Leitplanken einer vom OR getrennten Rechnungslegung für Banken auf Stufe Verordnung erlassen werden. Rechnungslegungsstandards verfolgen das Ziel, Eigentümer, Gläubiger, Kunden, Lieferanten und weitere Stakeholder mit einheitlichen, klaren und stetigen Informationen über die wirtschaftliche Entwicklung des Unternehmens zu orientieren. Geringe Volatilität, hohe Rechtssicherheit, Stetigkeit und Konsistenz in den Rechnungslegungsstandards sind von entscheidender Wichtigkeit. Ähnlich wie die Kapitalqualitäten bei der Eigenmittelverordnung oder die in die Liquidität einzurechnenden Aktiven/Passiven bei der Liquiditätsverordnung, stellen die Mindestgliederungsvorschriften einen elementaren Bestandteil der Rechtsordnung dar.

Wertberichtigungen: Die Einschränkung des bisher gültigen Wahlrechts zur Verrechnung von Wertberichtigungen mit den entsprechenden Aktiven lehnt der sgV, weil dadurch ein unverhältnismässiger

Aufwand für die Banken – ohne jeglichen Nutzen – entstehen würde. Die heute mögliche Bruttodarstellung (mit der Wertberichtigung als separates Passivum) zeigt, dass damit weder eine eingeschränkte Transparenz noch irgendein anderer Nachteil einhergeht. Aus den gleichen Gründen wird die (ohne Wahlrecht) zwingende Verrechnung von ausfallrisikobedingten Wertberichtigungen und Verlusten im Zinserfolg abgelehnt.

Das bisher gültige Wahlrecht, wonach Wertberichtigungen entweder mit dem direkt betroffenen Aktivum verrechnet oder aber als Wertberichtigung und in Analogie zu Rückstellungen in den Passiven belassen werden konnten, soll aufgehoben werden. Ausleihungen und deren Wertberichtigungen erfordern, als eine von mehreren Besonderheiten im Bankgeschäft, eine vom Obligationenrecht (OR) abweichende Bruttodarstellung zuzulassen resp. beizubehalten. Mit der Option der Bruttodarstellung ist keinerlei Einschränkung der Transparenz verbunden (eher umgekehrt). Hingegen muss bei der Abkehr davon eine Mehrheit der Banken einen grossen Umstellungsaufwand betreiben, ohne dass für den Bilanzleser ein Mehrwert entsteht. Der sgv lehnt die vorgeschlagene Einschränkung daher entschieden ab, da sie den bankenspezifischen Gegebenheiten nicht gerecht wird, zu teuer ist und keinen Nutzen bringt. Ebenso wird die damit zusammenhängende zwingende Verrechnung von ausfallrisikobedingten Wertberichtigungen und Verlusten im Zinserfolg abgelehnt.

Inkrafttreten: Die neuen Rechnungslegungsvorschriften und insbesondere die Gliederungsvorschriften erfordern wesentliche Anpassungen sowohl in den Finanzbuchhaltungs- als auch in den Reportingsystemen. Ausserdem sind zahlreiche SNB-Statistiken an den neuen Rechnungslegungsvorschriften auszurichten und zu überarbeiten. Diese Anpassungen sind nicht nur zeitintensiv sondern auch kostspielig. Bei der vorgesehenen Inkraftsetzung per 1.1.2015 erscheint uns die Umsetzungsfrist von weniger als einem Jahr unangemessen knapp. Der sgv beantragt daher, die Inkraftsetzung um 6 bis 12 Monate zu verschieben.

Nachrichtenlose Vermögen: Die neuen Vorschriften zu den nachrichtenlosen Vermögen sehen vor, dass der Eintritt der Nachrichtenlosigkeit erst nach Ablauf von 10 Jahren seit Abbruch des Kundenkontakts eintritt. In der heutigen Praxis tritt Nachrichtenlosigkeit ereignisbezogen ein, was die Stellungnahme zur Anhörung Totalrevision der Bankenverordnung und FINMA-Rundschreiben „Revision Rechnungslegung Banken“ administrative Abwicklung nachrichtenloser Vermögenswerte vereinfacht bzw. beschleunigt. Diese bisherige Regelung beibehalten muss beibehalten werden.

Wenn alle diese Korrekturen kumulativ angebracht werden, kann der sgv dem Verordnungsentwurf zustimmen.

Freundliche Grüsse

Schweizerischer Gewerbeverband sgv



Hans-Ulrich Bigler
Direktor



Henrique Schneider
Ressortleiter

Eidg. Finanzmarktaufsicht FINMA
Herr Stephan Rieder
Einsteinstrasse 2
3003 Bern

Per E-Mail an stephan.rieder@finma.ch

SIX Swiss Exchange AG
SIX Exchange Regulation
Rechnungslegung
Selnastrasse 30
Postfach 1758
CH-8001 Zürich

T +41(0)58 399 21 35
F +41(0)58 499 29 33
www.six-exchange-regulation.com
financial-reporting@six-group.com

Zürich, 20. Dezember 2013

Anhörung FINMA-RS 2015/xy "Rechnungslegung Banken"

Sehr geehrte Damen und Herren, lieber Stephan

Wir bedanken uns für die Möglichkeit zur Stellungnahme im Rahmen der Anhörung der FINMA zum Rundschreiben 2015/xy "Rechnungslegung Banken" – Rechnungslegungsvorschriften für Banken, Effekthändler, Finanzgruppen und –konglomerate (RVB). Unsere Feststellungen beziehen sich dabei ausschliesslich auf die Anforderungen an True and Fair View-Abschlüsse bei mit Beteiligungs- oder Schuldtiteln kotierten Banken und Effekthändlern.

Einleitend möchten wir festhalten, dass die RVB nach unserem Verständnis auf den Regelungen von Swiss GAAP FER basieren, welche bezüglich der Behandlung von Finanzinstrumenten um Vorschriften ergänzt wurden, die sich wiederum auf IFRS abstützen. Neu wurde in diesem Zusammenhang die Kompetenz zur Erlassung von Ausführungsbestimmungen betreffend der Definition der Positionen der Jahres- und Konzernrechnung, deren Zusammensetzung und Bewertung, dem Inhalt des Anhangs und der Besonderheiten der Konzernrechnung an die FINMA übertragen. Wir begrüssen diesen Entscheid unter dem Gesichtspunkt, als dass die Regelung auf Stufe Rundschreiben eine zeitnahe Übernahme von Änderungen in den Swiss GAAP FER und IFRS und damit die Konsistenz mit diesen Regelwerken ermöglicht.

Mit den einzelnen Änderungen zu den RVB sind wir unter Berücksichtigung der nachfolgend aufgeführten Kommentare einverstanden, da damit bestehende und absehbare Differenzen zu Swiss GAAP FER behoben werden. Wir begrüssen dabei explizit die Verrechnung von Wertberichtigungen mit dem entsprechenden Aktivum sowie eine Regelung zu Mitarbeiterbeteiligungsplänen. Ein differenzierteres Bild präsentiert sich aber für die weitergehenden und auf IFRS basierenden Regelungen im Bereich der Finanzinstrumente. Es ist hier wohl suboptimal, dass aufgrund der absehbaren wesentlichen Änderungen in den IFRS bereits heute grössere Abweichungen zu den RVB erkennbar sind. Wir halten es daher für wichtig, dass zukünftig eine zeitnähere Anpassung der RVB an die nationalen und internationalen Entwicklungen erfolgt.

Anhörung Totalrevision Bankenverordnung und FINMA-RS 2015/xy "Rechnungslegung Banken"

1. Finanzinstrumente (Kapitel IX.)

Mit der Überarbeitung der RVB wird die Möglichkeit geschaffen, Finanzinstrumente ausserhalb des Handelsgeschäfts ebenfalls erfolgswirksam zum Fair Value zu bewerten. Die Anforderung an die Offenlegungen zur Qualität der Fair Values, d.h. ob diese auf Marktpreisen oder Bewertungsmodellen beruhen, wurde jedoch nicht erweitert. Unseres Erachtens bedingt die Schaffung einer solchen Option die Verpflichtung zu weitergehenden Offenlegungen zur Qualität der entsprechenden Fair Values. Das Risiko der Realisierbarkeit der angesetzten Bewertung ist für einen modellbasierten Preis deutlich höher als für einen liquiden Marktwert und folglich für den Jahresabschlussadressaten von grosser Bedeutung. Wir schlagen daher vor, die Offenlegungsanforderung für erfolgswirksam zum Fair Value bewertete Finanzanlagen um Angaben zum Ausmass der Verwendung von Marktpreisen und Bewertungsmodellen und einer Beschreibung der jeweils verwendeten Bewertungsmodelle bzw. der wesentlichen Bewertungsinputs zu ergänzen.

2. Definition "nahestehende Personen" (Glossar)

Die Definition einer "nahestehenden Person" war bisher nicht deckungsgleich mit der entsprechenden Definition in Swiss GAAP FER 15 Rz. 6 bis 8. Bei der Überarbeitung der RVB wurde die Definition der "nahestehenden Person" jedoch nicht verändert. Die bis anhin bestehende Diskrepanz zur Definition in Swiss GAAP FER würde damit auch nach der Überarbeitung bestehen bleiben. Im Sinne einer Vereinheitlichung des mit dem gleichen Begriff definierten Personenkreises bzw. Organisationen halten wir es für sinnvoll, die Definition der "nahestehenden Person" in den RVB an Swiss GAAP FER 15 anzugleichen.

Abschliessend würden wir in Übereinstimmung mit den Bestimmungen in Swiss GAAP FER 31 und dem Inkrafttreten der Bankenverordnung eine Inkraftsetzung der Änderungen der RVB auch auf Stufe Konzernrechnung per Geschäftsjahr 2015 befürworten.

Für Fragen aber auch eine ausführliche Diskussion stehen wir Ihnen gerne zur Verfügung.

Mit freundlichen Grüssen

SIX Swiss Exchange AG



Philipp Leu
Head Financial Reporting



Susanne Erdt
Senior Financial Reporting Specialist

stephan.rieder@finma.ch
Eidgenössische Finanzmarktaufsicht FINMA
Stephan Rieder
Einsteinstrasse 2
CH-3003 Bern

Zürich, 20. Dezember 2013

FINMA-RS 2015/xy „Rechnungslegung Banken“ - Anhörung

Sehr geehrter Herr Rieder

Für die Zustellung der Unterlagen und die Einladung zur Stellungnahme danken wir bestens. Die Fachkommission Bankenprüfung hat sich intensiv mit dem Projekt beschäftigt. In der Beilage lassen wir Ihnen die detaillierten Bemerkungen und Anregungen zukommen.

An dieser Stelle möchten wir speziell auf Rz 72 hinweisen: Mit der Möglichkeit, die Rechnungslegung in einer für die Geschäftstätigkeit wichtigen Fremdwährung ablegen zu können, wird einem berechtigten Bedürfnis entsprochen. Die Anforderung einer zusätzlichen Angabe der Werte in Landeswährung wurde in der Botschaft damit begründet, dass von den Adressaten der Rechnungslegung nicht erwartet werden könne, dass sie die Umrechnung selber vornehmen. Ferner wurde in der Botschaft darauf hingewiesen, dass für die Steuerbemessung auf die Landeswährung abgestellt wird. Die Art und Weise der Umrechnung überlassen die obligationenrechtlichen Rechnungslegungsvorschriften den Anwendern und auch im vorliegenden Entwurf für die Bankrechnungslegung sind keine weitergehenden Bestimmungen enthalten. Die sich ergebenden Problemstellungen, die im Übrigen auf alle Gesellschaften mit einem Fremdwährungsabschluss zukommen werden, wurden inzwischen erkannt und in verschiedenen Publikationen thematisiert¹. Im Bankenbereich erlangt die Thematik eine zusätzliche Bedeutung, da die Rechnungslegung als Ausgangspunkt für aufsichtsrechtliche Belange und statistische Meldungen dient, in denen auf die Landeswährung abgestellt wird.

Wir empfehlen daher, dass die nationale Arbeitsgruppe diese Problemstellung und die möglichen Auswirkungen eingehend analysiert und eine entsprechende Regelung für die Umrechnung ausarbeitet.

Die Vertreter der Treuhand-Kammer stehen hier für die notwendige Unterstützung sowie einen jederzeitigen fachlichen Austausch zur Verfügung. Wir bitten Sie zunächst auf die Herren Rolf Walker und Pascal Portmann zuzugehen.

Wunschgemäss erhalten Sie mit separatem Email in Kopie unsere Stellungnahme zur Totalrevision der Bankenverordnung, die wir heute dem EFD eingereicht haben.

Freundliche Grüsse
TREUHAND-KAMMER



Thorsten Kleibold
Mitglied der Geschäftsleitung



Rolf Walker
Präsident Fachkommission Bankenprüfung

ⁱ Peter Böckli: Gemisch von Neuerungen und Altgewohntem in der OR-Rechnungslegung Modell 2011, Schweizer Treuhänder 2012/10, Seite 828 f.

René Buchmann / Jolanda Dolente: Rechnungslegung in Fremdwährung „Akzeptanz in der Schweizer Gesetzeslandschaft?“, Schweizer Treuhänder 2012/11, Seite 890 ff.

René Buchmann / Fabian Duss / Lukas Handschin: Rechnungslegung in Fremdwährung: Probleme und Lösungsansätze aus buchhalterischer, handelsrechtlicher und steuerlicher Sicht“, Schweizer Treuhänder 2013/11, Seite 823 ff.

FINMA-RS 2015/XY Rechnungslegung		
Rz	Text der Randziffer / Ergänzungs- und Änderungsvorschläge	Bemerkungen
34 ff.	<p>Ferner gelten folgende Ausnahmen vom Verrechnungsverbot für Aktiven und Passiven:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Zwingende Verrechnung von Beständen an eigenen Schuldtiteln und ähnlichen Instrumenten mit den entsprechenden Passivpositionen; • Zwingender Abzug der Wertberichtigungen von der entsprechenden Aktivposition; <p>Die folgenden Ausnahmen vom Verrechnungsverbot von Aktiven und Passiven sind zugelassen:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Verrechnung von in der Berichtsperiode nicht erfolgswirksamen positiven und negativen Wertanpassungen im Ausgleichskonto (Rz 433); • Verrechnung von latenten Steuerschulden und -guthaben gegenüber der gleichen Steuerbehörde, soweit sie das gleiche Steuersubjekt betreffen; • Aufrechnung (Netting) von positiven und negativen Wiederbeschaffungswerten von derivativen Finanzinstrumenten ... 	<p>In den Rz 34 bis 39 werden Ausnahmen vom Verrechnungsverbot erläutert. Einzelne der Punkte sind zwingend anzuwenden, was ausdrücklich erwähnt ist. Bei den Rz 37 bis 39 besteht gemäss fehlender Einschränkung ein Wahlrecht. Es würde der Klarheit dienen, wenn das Bestehen eines Wahlrechts ausdrücklich im Rundschreiben aufgeführt würde.</p>
64	<p>Verbindlichkeiten werden nach Art. 959 Abs. 5 OR definiert. Falls keine verlässliche Schätzung des Wertes einer Verbindlichkeit möglich ist, handelt es sich um eine Eventualverpflichtung, die im Anhang zu erläutern ist (Rz 223).</p>	<p>Ergänzung, analog zu Rz 63.</p>

FINMA-RS 2015/XY Rechnungslegung		
Rz	Text der Randziffer / Ergänzungs- und Änderungsvorschläge	Bemerkungen
71	<p>Die Umrechnung von Positionen im Einzelabschluss, die in Fremdwährung geführt werden, erfolgt nach der Stichtagskurs-Methode. Vermögenswerte und Verbindlichkeiten werden zum Tageskurs des Bilanzstichtags umgerechnet wobei bei Beteiligungen, Sachanlagen und immateriellen Werten historische Kurse angewendet werden dürfen. Transaktionen in fremder Währung werden zum Tageskurs der Transaktion oder zum Durchschnittskurs des Monats, in dem die Transaktion stattgefunden hat, umgerechnet.</p> <p>Im Falle der Integration von Niederlassungen kann auch der Durchschnittskurs angewendet werden. Die Effekte aus Fremdwährungsanpassungen sind im Periodenergebnis zu erfassen.</p>	<p>Präzisierung.</p> <p>Anpassung an Swiss GAAP FER 2, Ziffer 16, wobei die Möglichkeit der Umrechnung zu historischen Kursen für gewisse Positionen beibehalten wird.</p>
72	<p>Gemäss Art. 957a Abs. 4 und Art. 958d Abs. 3 OR erfolgt die Buchführung und Rechnungslegung in Schweizer Franken oder einer für die Geschäftstätigkeit wesentlichen Währung. Wird eine Fremdwährung angewendet, müssen die Werte grundsätzlich gemäss Rz 71 in die entsprechende Fremdwährung umgerechnet werden. In allen Bestandteilen der Jahresrechnung bzw. der Konzernrechnung sind die Werte, gemäss den Vorgaben im Anhang XY, zusätzlich in Schweizer Franken anzugeben. Die angewandte Umrechnungsmethode muss im Anhang erläutert werden.</p>	<p>Klarstellung.</p> <p>Zur generellen Problematik vgl. Bemerkungen im Begleitbrief. Wir regen an, die detaillierte Regelung des Umrechnungsverfahrens in einem Anhang zum FINMA-Rundschreiben festzuhalten.</p>
107 / 109	<p>2.14 Gesetzliche Kapitalreserve 2.15 Gesetzliche Gewinnreserve</p>	<p>Wir gehen davon aus, dass die gegenwärtige Position „Allgemeine gesetzliche Reserve“ rückwirkend analysiert und aufgeteilt werden muss. Wünschenswert wäre den Zeithorizont anzugeben, über welchen die Ermittlung stattfinden muss.</p>
168	<p>Allfällige Ausschüttungen aus der Substanz, welche den Bilanzgewinn übersteigen, sind hier detailliert anzugeben.</p>	<p>Der Begriff „Ausschüttungen aus der Substanz“ ist unklar und sollte genauer definiert werden. Es ist davon auszugehen, dass damit eine Ausschüttung gemeint ist, welche den Bilanzgewinn übersteigt und aus freien Reserven erfolgt. Zudem ist nicht klar, welche Details im Sinne der „detaillierten Angaben“ offenzulegen sind, da aus der Aufstellung ersichtlich ist, dass der Bilanzgewinn nicht ausreichend ist und durch eine Entnahme aus freien Reserven gedeckt wird.</p>

FINMA-RS 2015/XY Rechnungslegung		
Rz	Text der Randziffer / Ergänzungs- und Änderungsvorschläge	Bemerkungen
182	1. Angabe der Abschlussart (Rz 9) sowie der	Es ist davon auszugehen, dass mit dem Begriff „Abschlussart“ die ausdrückliche Angabe des Typs des Abschlusses gemäss Rz 9 gemeint ist. Ein Verweis würde dies klären, da der Begriff „Abschlussart“ nicht definiert ist.
218	24. Darstellung der Aktiven und Passiven aufgliedert nach In- und Ausland gemäss Domizilprinzip , sofern mindestens 5 % der Aktiven der Bank im Ausland domiziliert sind. Für die Berechnung des Grenzwertes wird der Durchschnittswert der letzten drei der laufenden Berichtsperiode vorgehenden Geschäftsjahre verwendet;	Domizilprinzip (Rz A5-110 sowie A5-112): Die Aufgliederung nach In- und Ausland erfolgt nach dem Domizil des Kunden mit Ausnahme der Hypothekarforderungen, bei denen das Domizil des Objekts massgebend ist. Liechtenstein gilt als Ausland.
219	25. Aufgliederung des Totals der Aktiven nach Ländern bzw. Ländergruppen (Schuldnerdomizil), sofern mindestens 5 % der Aktiven der Bank im Ausland domiziliert sind. Für die Berechnung des Grenzwertes wird der Durchschnittswert der letzten drei der laufenden Berichtsperiode vorgehenden Geschäftsjahre verwendet;	Während bei den Ausweisen nach Rz 218 und 219 die Aufstellung gemäss dem Domizil- resp. Schuldnerdomizil erfolgen kann, muss die Aufstellung gemäss Rz 220 nach dem Risikodomizil erfolgen. Es sollte überprüft werden, ob diese Unterscheidung tatsächlich notwendig ist oder ob im Sinne einer effizienten Lösung auch für den Ausweis nach Rz 220 das Domizilprinzip gelten kann.
220	26. Aufgliederung des Totals der Aktiven nach Bonität der Ländergruppen (Risikodomizil), sofern mindestens 5 % der Aktiven der Bank im Ausland domiziliert sind. Für die Berechnung des Grenzwertes wird der Durchschnittswert der letzten drei der laufenden Berichtsperiode vorgehenden Geschäftsjahre verwendet. Das dabei verwendete Ratingsystem ist zu erläutern;	Zudem wäre zu prüfen, die Definitionen für „Domizilprinzip“, „Schuldnerdomizil“ sowie gegebenenfalls „Risikodomizil“ in Anhang 7 aufzuführen.
268	Bei der erstmaligen Erstellung eines Zusätzlichen Einzelabschlusses True and Fair View ist die Angabe der Vorjahreszahlen und Erstellung der Geldflussrechnung grundsätzlich zwingend. Sollte die Ermittlung der Vorjahreswerte bzw. die Erstellung der Geldflussrechnung mit erheblichem Aufwand verbunden sein, so sind entweder die Vorjahreszahlen des letzten Statutarischen Abschlusses anzugeben, oder aber der Statutarische Einzelabschluss des Vorjahres ist vollständig zusammen mit dem Zusätzlichen Einzelabschluss True and Fair View des Berichtsjahres zu veröffentlichen.	Falls eine Bank diese Erleichterung anwendet, sollte dieser Sachverhalt unter den Bilanzierungs- und Bewertungsgrundsätzen gemäss Rz 181 ff. zu Transparenzzwecken ausdrücklich offengelegt werden müssen. Wir empfehlen eine entsprechende Anpassung resp. Präzisierung.

FINMA-RS 2015/XY Rechnungslegung		
Rz	Text der Randziffer / Ergänzungs- und Änderungsvorschläge	Bemerkungen
357	Als Handelsgeschäft gelten Positionen, die aktiv bewirtschaftet werden, um von Marktpreisschwankungen zu profitieren, d.h. eine dauernde Bereitschaft zur Erhöhung, zum Abbau, zur Schliessung oder zur Absicherung der Risikoposition besteht. <u>Ebenfalls als Handelsgeschäft gilt die Absicht Arbitragegewinne zu erzielen.</u> Bei Abschluss einer Transaktion ist die Zuordnung zum Handelsgeschäft festzulegen und entsprechend zu dokumentieren. Ergebnisse aus dem Handelsgeschäft sind ausschliesslich in den Erfolgsrechnungspositionen Erfolg aus dem Handelsgeschäft und der Fair-Value-Option bzw. Zins- und Dividendenertrag aus dem Handelsgeschäft, sofern die Option zur Verrechnung des Refinanzierungserfolgs für Handelsgeschäfte gemäss Rz 55 nicht ausgeübt wird, auszuweisen.	Der Unterschied zur Definition des Handelsbuchs in Art. 5 ERV sollte so gering wie möglich gehalten werden.
364	Der Bewertungserfolg von Handelsgeschäften ist erfolgswirksam in der Position Erfolg aus dem Handelsgeschäft und der Fair-Value-Option zu erfassen. Der Bewertungserfolg von Absicherungsinstrumenten ist im Ausgleichskonto zu erfassen, sofern keine Wertanpassung im Grundgeschäft verbucht wird. <u>Wird bei einem Absicherungsgeschäft die Wertanpassung im Grundgeschäft verbucht, ist die Wertänderung des Absicherungsgeschäfts über die gleiche Erfolgsposition zu erfassen.</u>	Klarstellung, gemäss bisheriger Rz 29g. Es wäre auch zu prüfen, den zweiten und dritten Satz im Kapitel Hedge Accounting unter Rz 425 ff. zu regeln.
377	Die Abgrenzung des Agios/Disagios über die Laufzeit und somit sowie eine Bewertung zu fortgeführten Anschaffungskosten (Amortized-Cost-Wert), sofern der Fair Value nicht niedriger ist, ist ebenfalls möglich auch wenn die fortgeführten Anschaffungskosten zu einem höheren Betrag als die historischen Anschaffungskosten führen.	Anpassung an FAQ 23.
386	Im Zusätzlichen Einzelabschluss True and Fair View und in der Konzernrechnung ist der im Zusammenhang mit Beteiligungen, über welche die Bank einen bedeutenden Einfluss ausüben kann, <u>bei einer Akquisition</u> entstehende Goodwill auszuscheiden und in der Position Immaterielle Werte auszuweisen.	Präzisierung. Wir gehen davon aus, dass der Goodwill nur bei einer Akquisition auszuscheiden ist.

FINMA-RS 2015/XY Rechnungslegung		
Rz	Text der Randziffer / Ergänzungs- und Änderungsvorschläge	Bemerkungen
499	Die Aktivierung des zukünftigen wirtschaftlichen Nutzens (inkl. Arbeitgeberbeitragsreserven) im Einzelabschluss mit zuverlässiger Darstellung ist nicht zwingend, jedoch dessen Offenlegung im Anhang (Rz 207).	Präzisierung, da der erste Satz von Rz 498 eine Aktivierungspflicht vermuten lässt.
518	Ein nach dem Bilanzstichtag verpflichtendes eintretendes Ereignis hat Gegenstand einer Rückstellung (bzw. einer Rückstellungsauflösung) zu sein, wenn deutlich wird, dass die Bank bzw. Finanzgruppe am Bilanzstichtag eine Verpflichtung hatte (bzw. von dieser befreit war) oder wenn in anderer Form sichtbar wird, dass die Bank bzw. Finanzgruppe einen Schaden zu erwarten hat.	Klarstellung, da nach dem Bilanzstichtag ein Ereignis eintritt, das eine Verpflichtung „sichtbar“ macht, die bereits am Bilanzstichtag bestand. Es besteht sonst allenfalls das Risiko, dass neue verpflichtende Ereignisse darunter subsummiert werden, die erst im neuen Geschäftsjahr tatsächlich eingegangen wurden und auch erst im Folgejahr in der Jahresrechnung auszuweisen sind.
579	Der Bestand der eigenen Kapitalanteile kann Gegenstand einer Folgebewertung sein.....	Wir gehen davon aus, dass diese Bestimmung auf alle Abschlussarten gemäss Rz 9 zutreffen kann. Sollte diese Interpretation nicht richtig sein, so wären die betroffenen Abschlussarten hier zu erwähnen.
612	In Anwendung von Art. 32 Abs. 2 und 41BankV sind der FINMA innerhalb von vier Monaten nach Abschlusstermin zwei gedruckte Exemplare und ein elektronisches Exemplar des Geschäftsberichts einzureichen. Der allenfalls nicht im Geschäftsbericht enthaltene Abschluss Statutarische Einzelabschluss mit zuverlässiger Darstellung muss in gleicher Form der FINMA zugestellt werden.	Im zweiten Satz dieser Rz erscheint unklar, welcher nicht enthaltene Abschluss der FINMA zusätzlich eingereicht werden muss. Wir gehen davon aus, dass es sich um den Statutarischen Einzelabschluss gemäss Rz 611 handelt, was entsprechend klargestellt werden sollte.
621	Banken bzw. Finanzgruppen, die für die Umstellung betreffend den Abzug der Wertberichtigungen von den entsprechenden Aktivpositionen mehr Zeit benötigen, haben bis und mit dem Jahresabschluss bzw. Konzernabschluss per 31. Dezember 2016 die Möglichkeit, den Gesamtbetrag solcher Wertberichtigungen global die Wertberichtigungen als Minusposition von den Aktiven auszuweisen. Diese Wertberichtigungen werden im Anhang zur Jahresrechnung bzw. Konzernrechnung in der Darstellung der Wertberichtigungen und Rückstellungen sowie der Reserven für allgemeine Bankrisiken und ihrer Veränderungen im Laufe des Berichtsjahres separat ausgewiesen.	Übernahme der Formulierung aus dem Erläuterungsbericht, welche die Absicht der Übergangsbestimmung klarer beschreibt.

FINMA-RS 2015/XY Rechnungslegung		
Rz	Text der Randziffer / Ergänzungs- und Änderungsvorschläge	Bemerkungen
622	<p>Im ersten Jahr nach Inkrafttreten Bei der ersten Erstellung der Jahresrechnung gemäss den Vorgaben dieses Rundschreibens können die Banken bzw. Finanzgruppen in den Anhangangaben (Tabellen gemäss Anhang 5 zur Jahresrechnung) auf die Darstellung der Vorjahreszahlen verzichten, sofern es sich im Vergleich zum bisher gültigen FINMA-RS 08/2 Rechnungslegung Banken um neue Anhangangaben handelt.</p>	<p>Wendet eine Bank die Regeln des RS vorzeitig bereits für den Abschluss des Geschäftsjahres 2014 an, wäre es gemäss der Formulierung der FINMA zulässig, auch im Jahr 2015 auf die Angabe von Vorjahreswerten zu verzichten, was u.E. nicht sinnvoll wäre.</p>

Anhang 1 zu FINMA-RS 2015/XY Rechnungslegung		
Rz	Text der Randziffer	Bemerkungen / Ergänzungs- bzw. Änderungsvorschläge
Art. 670	Art. 670 OR	Gemäss Rz 62 ist Art. 670 OR für statutarische Einzelabschlüsse von Banken in der Form von Aktiengesellschaften anwendbar. Dies könnte in der Tabelle entsprechend ergänzt werden.
Art. 958b Abs. 2	2 Sofern die Nettoerlöse aus Lieferungen und Leistungen oder die Finanzerträge 100 000 Franken nicht überschreiten, kann auf die zeitliche Abgrenzung verzichtet und stattdessen auf Ausgaben und Einnahmen abgestellt werden.	<p>Art. 958b wird als anwendbar erklärt, was nicht auf Abs. 2 zutrifft. In der Aufstellung ist daher der Artikel aufzuteilen, nämlich in:</p> <p>Art. 959b Abs. 1: anwendbar mit den Verweisen auf Art. 26 E-BankV und Rz 15-16</p> <p>Art. 959b Abs. 2: nicht anwendbar</p>
Art. 959 Abs. 6	<p>Art. 959 – Definitionen, Pflichten, etc.: Aktiven und Verbindlichkeiten</p> <p>Art. 959 Abs. 6: Als kurzfristig müssen die Verbindlichkeiten bilanziert werden, die voraussichtlich innerhalb eines Jahres ab Bilanzstichtag oder innerhalb des normalen Geschäftszyklus zur Zahlung fällig werden. Als langfristig müssen alle übrigen Verbindlichkeiten bilanziert werden.</p>	<p>Die Definitionen gemäss Art. 959 OR sind grundsätzlich anwendbar. Nicht umgesetzt in der Bankenrechnungslage wird die Unterscheidung von kurz- und langfristigen Verbindlichkeiten, weshalb Abs. 6 von Art. 959 OR für „nicht anwendbar“ erklärt werden sollte.</p>

Anhang 1 zu FINMA-RS 2015/XY Rechnungslegung		
Rz	Text der Randziffer	Bemerkungen / Ergänzungs- bzw. Änderungsvorschläge
Art. 959c Abs. 2 Ziff. 1	Der Anhang muss weiter folgende Angaben enthalten, sofern diese nicht bereits aus der Bilanz oder der Erfolgsrechnung ersichtlich sind: 1. Firma oder Name sowie Rechtsform und Sitz des Unternehmens;	Diese Ziffer des OR wird für anwendbar erklärt, womit im Anhang eine ausdrückliche Erklärung von Firma, Rechtsform und Sitz der Bank enthalten sein muss, falls diese Angaben nicht auf der Bilanz oder Erfolgsrechnung ersichtlich sind. Diese Anforderung sollte in Rz 182 oder A5-69 des RS ergänzt werden, damit die Vorgaben vollständig sind.
Art. 960e Abs. 3 Ziff. 2	Rückstellungen dürfen zudem insbesondere gebildet werden für: ... 2. Sanierungen von Sachanlagen	In Anhang 1 wird Abs. 3 von Art. 960e OR für anwendbar erklärt und auf die Rz 512 - 521 verwiesen. Die Bildung von Sanierungsrückstellungen für Sachanlagen ist folglich auch für Banken zulässig. Dies ist jedoch in den Rz 512 – 521 nicht geregelt. Deren Behandlung und Verbuchung sollte im Rundschreiben definiert werden.
961c Abs. 2 Ziff. 3 & 4	961c Abs. 2 Ziff. 3 - d) Bestellungen- und Auftragslage 961c Abs. 2 Ziff. 4 - e) Forschungs- und Entwicklungstätigkeit	Im Lagebericht wird die Angabe von Informationen zur Bestellungen- und Auftragslage sowie zur Forschungs- und Entwicklungstätigkeit für anwendbar erklärt. Da diese Bereiche für die Geschäftstätigkeit einer Bank wenig relevant sind, sollten sie gestrichen werden.
962 Abs. 1 & 2	Pflicht zur Erstellung eines Abschlusses nach einem anerkannten Standard → anwendbar (wobei ein True and Fair View -Abschluss gemäss Schweizer Rechnungslegungsvorschriften für Banken mit einem anerkannten Standard gleichwertig ist) Gesellschafter mit Minderheiten können einen Abschluss nach anerkanntem Standard zur Rechnungslegung verlangen (Gesellschafter mit 20 % des Kapitals / 10 % der Genossenschaftler oder 20 % der Vereinsmitglieder / jeder Gesellschafter mit einer persönlichen Haftung oder Nachschusspflicht) → anwendbar (wobei ein True and Fair View -Abschluss gemäss Schweizer Rechnungslegungsvorschriften für Banken als einem anerkannten Standard gleichwertig gilt)	Gemäss Art. 2 VASR sind die Rechnungslegungsvorschriften für Banken generell einem anerkannten Standard gleichgestellt. Die Bestimmungen, welche Banken einen Abschluss mit zuverlässiger Darstellung oder nach True-and-Fair erstellen müssen, ist in Art. 25 BankV geregelt. Es sollte deshalb auf den ausdrücklichen „True-and-Fair“ Hinweis verzichtet werden, damit nicht eine Unklarheit entsteht, ob in jedem der Fälle gemäss Art. 962 OR zwingend ein True-and-Fair Abschluss verlangt werden muss. Es wäre denkbar, dass z.B. grosse Genossenschaftsbanken mit mehr als 2'000 Mitgliedern nicht zwingend einen True-and-Fair View Abschluss erstellen müssen.
962a Abs. 1	a) Angabe des angewandten anerkannten Standards	Diese Ziffer des OR wird für anwendbar erklärt. Diese Anforderung sollte in Rz 182 ergänzt werden, damit die Vorgaben vollständig sind.

Anhang 5 zu FINMA-RS 2015/XY Rechnungslegung		
Rz	Text der Randziffer	Bemerkungen / Ergänzungs- bzw. Änderungsvorschläge
A5-16	Die überfälligen Forderungen, welche nicht gefährdet sind (weil die verpfändeten Sicherheiten diese aufgrund eine Bewertung zu Liquidationswerten abdecken), sind nicht in diesem Teil der Tabelle „ Gefährdete Forderungen “ zu integrieren.	Klarstellung
A5-114	Tabelle 26 – Aufgliederung des Totals der Aktiven nach Bonität der Ländergruppen (Risikodomizil)	In der aufgeführten Tabelle werden die Moody's Ratings in verschiedenen Klassen zusammengefasst. Es sollte klargestellt werden, ob es sich dabei um eine Mindestgliederung handelt oder ob die Bank diese Klassierungen im Rahmen ihres internen Länderratings frei wählen kann. Zudem ist zu berücksichtigen, dass nicht jedes Land über ein Rating verfügt, so dass eine Rubrik „ohne Rating“ vorzusehen ist.

Anhang 7 zu FINMA-RS 2015/XY Rechnungslegung		
Rz	Text der Randziffer	Bemerkungen / Ergänzungs- bzw. Änderungsvorschläge
		Es wäre wünschenswert für eine einfachere Referenzierung auch Anhang 7 mit Randziffern zu versehen.

foreign banks . in switzerland .

Eidg. Finanzdepartement EFD
zHv Daniel Roth
regulierung@gs-efd.admin.ch

Eidg. Finanzmarktaufsicht FINMA
zHv Stephan Rieder
Einsteinstrasse 2
3003 Bern
stephan.rieder@finma.ch

Zürich, 20. Dezember 2013

Revision Bankenverordnung und Rundschreiben Rechnungslegung Banken

Sehr geehrte Damen und Herren

Mit Schreiben vom 29. Oktober 2013 laden das Eidg. Finanzdepartement und die FINMA die interessierten Kreise ein, zum Revisionsentwurf der Bankenverordnung und des obgenannten Rundschreibens Stellung zu nehmen. Unser Verband war in den Vorarbeiten der Revision einbezogen und wirkte an der Stellungnahme der Schweiz. Bankiervereinigung mit. Wir unterstützen die Kommentare des Dachverbandes uneingeschränkt und verzichten auf detaillierte zusätzliche Kommentare. Allerdings wollen wir zwei Punkte, gegen welche auch der Dachverband Vorbehalte äusserte, explizit Stellung beziehen.

Mit der **Regelung der Gliederung** in einem FINMA-Rundschreiben wird diese für die Transparenz sehr wichtige Vorgabe auf das Niveau einer aufsichtsrechtlichen Empfehlung relegiert. Änderungen liegen alleine im Ermessen und Gutdünken der FINMA. Nicht nur im Bankensektor, sondern auch in den ausländischen Gruppen, zu welchen die meisten Auslandsbanken gehören, ist es schwer nachvollziehbar, wie eine zentrale Vorgabe als Ausführungsbestimmung geregelt werden kann.

Zudem befürchten wir, dass auf Grund von unilateralen Anpassungen der FINMA an der Gliederung die Lücke zwischen SNB- und FINMA Anforderungen weiter öffnet. Schon heute werden verschiedene Positionen unterschiedlich behandelt, was in den Bankensystemen zu Doppelspurigkeiten ohne Mehrwert führt. Die vorgesehene Regelung der Gliederung als Richtlinie anstelle der gesetzlichen Vorgabe in der Verordnung leistet diesen Inkonsistenzen Vorschub.

Unverständlich ist uns auch die eingeschränkte Anwendung der **Sammelbewertung für Beteiligungen**. Der Gesetzgeber hat sich auch seine Gedanken gemacht, als er in OR Art. 960 die Sammelbewertung für Beteiligungen, Sachanlagen und Immaterielle Werte vorsah. Es gibt keinen Grund, warum hier die Banken gegenüber Nichtbanken anders behandelt werden sollten. Es ist der Rechtssicherheit abträglich, wenn ohne einsichtigen Grund die bankengesetzlichen Vorgaben an die Rechnungslegung verschärft werden.

Wir sprechen uns dafür aus, auf diese beiden Veränderung zu verzichten – umso mehr, als daraus keine Vorteile ersichtlich sind.

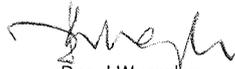
Wir danken Ihnen für die Berücksichtigung unserer Position.

Freundliche Grüsse

VERBAND DER AUSLANDBANKEN IN DER SCHWEIZ



Dr. Martin Maurer
Geschäftsführer



Raoul Wuergler
stv. Geschäftsführer

Geschäftsstelle

Wallstrasse 8
Postfach
CH-4002 Basel

Telefon 061 206 66 66
Telefax 061 206 66 67
E-Mail vskb@vskb.ch



Verband Schweizerischer Kantonalbanken
Union des Banques Cantionales Suisses
Unione delle Banche Cantionali Svizzere

Eidgenössisches Finanzdepartement
EFD
Generalsekretariat
Herr Daniel Roth
Bundesgasse 3
CH-3003 Bern

regulierung@gs-efd.admin.ch

Eidgenössische Finanzmarktaufsicht
FINMA
Herr Stephan Rieder
Einsteinstrasse 2
CH-3003 Bern

Stephan.rieder@finma.ch

Datum 20. Dezember 2013
Kontaktperson Michele Vono
Direktwahl 0612066629
E-Mail m.vono@vskb.ch

Stellungnahme zur Anhörung Totalrevision der Bankenverordnung und FINMA-Rundschreiben „Revision Rechnungslegung Banken“

Sehr geehrter Herr Roth
Sehr geehrter Herr Rieder

Am 29. Oktober 2013 haben das Eidgenössische Finanzdepartement (EFD) und die Eidgenössische Finanzmarktaufsicht (FINMA) das Anhörungsverfahren zur Revision der Rechnungslegung Banken eröffnet. Wir danken Ihnen für die Möglichkeit, zu den Entwürfen Stellung nehmen zu können und haben uns erlaubt, die Revision der Verordnung als auch diejenige der Rundschreiben in einer Stellungnahme zu behandeln. Gerne übermitteln wir Ihnen hiermit die Haltung der Kantonalbanken.

Der Verband Schweizerischer Kantonalbanken bedankt sich, dass er frühzeitig in die Ausarbeitung der vorliegenden Revisionen der Bankenverordnung als auch der FINMA-

Rundschreiben einbezogen wurden und in der entsprechenden Arbeitsgruppe mitwirken konnte.

Wir unterstützen die Stellungnahme der Schweizerischen Bankiervereinigung in der vorliegenden Sache und möchten mit unserer Stellungnahme die für die Kantonalbanken besonders wichtigen Punkte zusätzlich herausstreichen sowie ergänzende Punkte einbringen.

Summary

Die Kantonalbanken begrüßen es ausdrücklich, dass für Banken und Effektenhändler separate Rechnungslegungsvorschriften bestehen, die den spezifischen Gegebenheiten der Banken Rechnung tragen und in der Verordnung über die Standards zur Rechnungslegung (VASR) anerkannt werden. Die im Rahmen der vorliegenden Anhörung vorgelegten Entwürfe enthalten jedoch Punkte, die unseres Erachtens zwingend verbessert werden müssten.

Wir erachten es als zwingend erforderlich, dass die zentralen Inhalte bzw. die Leitplanken einer separaten Rechnungslegung für Banken auf Stufe Verordnung erlassen werden. Dazu gehören neben den Grundlagen und Grundsätzen der Bewertung auch die Mindestgliederungsvorschriften. Die Gliederungsvorschriften für die Bilanz und die Erfolgsrechnung stellen elementare Eckwerte der Rechnungslegung dar, die auf Stufe Verordnung zu regeln sind.

Die Einschränkung des bisher gültigen Wahlrechts zur Verrechnung von Wertberichtigungen mit den entsprechenden Aktiven lehnen wir klar ab, weil dadurch ein unverhältnismässiger Aufwand für die Banken – ohne jeglichen Nutzen – entstehen würde. Die heute mögliche Bruttodarstellung (mit der Wertberichtigung als separates Passivum) zeigt, dass damit weder eine eingeschränkte Transparenz noch irgendein anderer Nachteil einhergeht. Aus den gleichen Gründen wird die (ohne Wahlrecht) zwingende Verrechnung von ausfallrisikobedingten Wertberichtigungen und Verlusten im Zinserfolg abgelehnt.

Die neuen Rechnungslegungsvorschriften und insbesondere die Gliederungsvorschriften erfordern wesentliche Anpassungen sowohl in den Finanzbuchhaltungs- als auch in den Reportingsystemen. Weiter erfordern die neuen Vorschriften Anpassungen bei allen Konzerngesellschaften und vielen internen und externen Reports. Ausserdem sind zahlreiche SNB-Statistiken an den neuen Rechnungslegungsvorschriften auszurichten und zu überarbeiten. Diese Anpassungen sind nicht nur zeitintensiv sondern auch kostspielig. Bei der vorgesehenen Inkraftsetzung per 1.1.2015 erscheint uns die Umsetzungsfrist von weniger als einem Jahr unangemessen knapp. Wir beantragen zu prüfen, ob eine spätere Inkraftsetzung ab 1.1.2016 oder zumindest per 31.12.2015 möglich ist.

Die neuen Vorschriften zu den nachrichtenlosen Vermögen sehen vor, dass der Eintritt der Nachrichtenlosigkeit erst nach Ablauf von 10 Jahren seit Abbruch des Kundenkontakts eintritt. In der heutigen Praxis tritt Nachrichtenlosigkeit ereignisbezogen ein, was die

administrative Abwicklung nachrichtenloser Vermögenswerte vereinfacht bzw. beschleunigt. Wir sind daher klar der Meinung, dass die bisherige Regelung beibehalten werden muss.

Für weitere Punkte, denen aus unserer Sicht in einer definitiven Regelung Rechnung zu tragen ist, verweisen wir auf unsere nachfolgende detaillierte Stellungnahme.

1. Bankenverordnung (E-BankV) / 4. Kapitel: Rechnungslegung

1.1. Art. 27 Bewertung und Erfassung

Das bisher gültige Wahlrecht, wonach Wertberichtigungen entweder mit dem direkt betroffenen Aktivum verrechnet oder aber als Wertberichtigung und in Analogie zu Rückstellungen in den Passiven belassen werden konnten, soll aufgehoben werden. Wir sind der klaren Ansicht, dass Ausleihungen und deren Wertberichtigungen, als eine von mehreren Besonderheiten im Bankgeschäft, es rechtfertigen bzw. erfordern, eine vom Obligationenrecht (OR) abweichende Bruttodarstellung zuzulassen resp. beizubehalten. Mit der Option der Bruttodarstellung ist keinerlei Einschränkung der Transparenz verbunden (eher umgekehrt). Hingegen muss bei der Abkehr davon eine Mehrheit der Banken einen grossen Umstellungsaufwand betreiben, ohne dass für den Bilanzleser ein Mehrwert entsteht.

Wir lehnen die vorgeschlagene Einschränkung daher entschieden ab, da sie den bankenspezifischen Gegebenheiten nicht gerecht wird, zu teuer ist und keinen Nutzen bringt. Ebenso lehnen wir die damit zusammenhängende zwingende Verrechnung von ausfallrisikobedingten Wertberichtigungen und Verlusten im Zinserfolg ab.

1.2. Art. 28 Mindestgliederung

Wir erachten es als zwingend erforderlich, dass die wichtigsten Leitplanken einer vom OR getrennten Rechnungslegung für Banken auf Stufe Verordnung erlassen werden. Rechnungslegungsstandards verfolgen das Ziel, Eigentümer, Gläubiger, Kunden, Lieferanten und weitere Stakeholder mit einheitlichen, klaren und stetigen Informationen über die wirtschaftliche Entwicklung des Unternehmens zu orientieren. Geringe Volatilität, hohe Rechtssicherheit, Stetigkeit und Konsistenz in den Rechnungslegungsstandards sind von entscheidender Wichtigkeit. Ähnlich wie die Kapitalqualitäten bei der Eigenmittelverordnung oder die in die Liquidität einzurechnenden Aktiven/Passiven bei der Liquiditätsverordnung, stellen die Mindestgliederungsvorschriften einen elementaren Bestandteil der Rechtsordnung dar.

Wir fordern daher, dass die Mindestgliederung von Bilanz und Erfolgsrechnung auf Stufe Verordnung erlassen wird, so wie dies für Nicht-Banken im OR geschieht.

1.3. Art. 68 Übergangsbestimmung / Art. 69 Inkrafttreten

Die bedeutenden Veränderungen, insbesondere in den Gliederungsvorschriften, erfordern wesentliche Anpassungen sowohl in den Finanzbuchhaltungs- als auch in den Reportingsystemen. Weiter erfordern diese neuen Vorschriften Anpassungen bei allen

Konzerngesellschaften und vielen internen und externen Reports. Ausserdem sind zahlreiche SNB-Statistiken an den neuen Rechnungslegungsvorschriften auszurichten und zu überarbeiten. Diese Anpassungen sind nicht nur zeitintensiv sondern auch kostspielig. Bei einer Inkraftsetzung per 1.1.2015 erscheint uns die Umsetzungsfrist von weniger als einem Jahr (ca. 8 Monate nach Verabschiedung durch den Bundesrat und die FINMA) unangemessen knapp.

Wir beantragen zu prüfen, ob eine spätere Inkraftsetzung ab 1.1.2016 oder zumindest per 31.12.2015 möglich ist, eine vorzeitige Anwendung aber gestattet wäre. Damit hätten die Banken genügend Zeit, um die Anpassungen vorzunehmen.

Mit der aktuellen Formulierung bezüglich vorzeitiger oder erstmaliger Anwendung sehen wir folgende Unklarheiten und Problemfelder:

In der Verordnung ist der Inkraftsetzungszeitpunkt per 1.1.2015 festgesetzt. Im Rundschreiben 2015/xy „Rechnungslegung Banken“ sehen die Übergangsbestimmungen in Rz 619 vor, dass die Änderungen für Geschäftsjahre gelten, die am oder nach dem 1.1.2015 beginnen, eine vorzeitige Anwendung aber gestattet ist. Im Erläuterungsbericht wird unter Kapitel 1 auf die Bestimmungen des Obligationenrechts hingewiesen, wonach bei einer Konzernrechnung die neuen Vorschriften erstmals ab dem Geschäftsjahr 2016 zwingend anzuwenden sind.

Im Erläuterungsbericht sollte klargelegt werden, dass, abweichend vom OR, für die Konzernrechnungslegung der Banken keine spätere Anwendung (erst ab dem Geschäftsjahr 2016) vorgesehen ist. Diese Klarstellung ist umso mehr erforderlich, als auch im Rundschreiben 2015/xy in Rz 11 festgehalten wird, dass die Bestimmungen des OR anwendbar sind, sofern BankG, BankV und Rundschreiben nicht abweichende Vorschriften erlassen.

Die vorzeitige Anwendung der neuen Vorschriften mag für einige wenige Banken eine interessante Option sein, doch dürften dazu verschiedene Interpretationen bestehen. So gibt es bspw. Unklarheiten darüber, ob bei vorzeitiger Anwendung ein Quartalsabschluss per 30.9.2014 noch nach „alt“ veröffentlicht werden kann, wenn danach per 31.12.2014 vorzeitig auf „neu“ umgestellt wird. Offene Fragen ergeben sich auch hinsichtlich der SNB-Statistiken: Ist z.B. durch die SNB sichergestellt, dass eine Bank vorzeitig auf die neue Rechnungslegung umstellen und die SNB-Statistiken nach neuer Gliederung und Verbuchung einreichen kann.

Wir sind der Ansicht, dass zu diesen Themen präzisierende Aussagen und ein mit der SNB abgestimmtes Vorgehen nötig sind.

2. Bankenverordnung (E-BankV) / 6. Kapitel: Nachrichtenlose Vermögenswerte

2.1. Artikel 45 Begriff

In der heutigen Praxis tritt Nachrichtenlosigkeit grundsätzlich ereignisbezogen ein. Dies kann je nach Umständen bedeuten, dass bei Kunden, mit denen ein regelmässiger Kontakt stattgefunden hat, bereits wenige Monate nach Abbruch dieses Kundenkontakts die Vermögenswerte als nachrichtelos eingestuft werden.

Demgegenüber sieht Art. 45. Abs. 1 „E-BankV“ nun den Eintritt der Nachrichtenlosigkeit erst nach Ablauf von 10 Jahren seit Abbruch des Kundenkontakts vor.

Die heutige Regelung vereinfacht bzw. beschleunigt die administrative Abwicklung nachrichtensloser Vermögenswerte. Wir sind aus diesem Grund der klaren Ansicht, dass die bisherige Regelung beibehalten werden muss.

3. FINMA Rundschreiben 2015/xy „Rechnungslegung Banken“

3.1. „Anpassung Vorjahreszahlen im True and Fair Abschluss“ in Rz 32

Rz 32 lautet: „Bei Änderungen der Bilanzierungs- und Bewertungsgrundsätze ist eine Anpassung der Vorjahreswerte und eine Erläuterung im Anhang grundsätzlich notwendig.“

Wir erachten es als nicht sachgerecht, dass auch bei untergeordneten materiellen Anpassungen eine grundsätzliche Anpassung der Vorjahreswerte erforderlich ist. Wir schlagen vor, das Wort „grundsätzlich“ durch „bei Wesentlichkeit“ zu ersetzen.

3.2. „Verrechnung der Wertberichtigung mit Aktivum und Veränderung von ausfallrisikobedingten Wertberichtigungen/Verlusten aus dem Zinsgeschäft“ in Rz 36 / 59 / 353 / 374 / 376 / 621 / Anhänge

Die Ausführungen unter „E-BankV, Art. 27“ gelten analog für die vorstehend genannten Randziffern und verschiedene Anhänge zum Rundschreiben.

3.3. „Mindestgliederung“ in Rz 73ff und Anhänge

Die Ausführungen unter „E-BankV, Art. 28“ gelten analog für die oben genannten Randziffern und die verschiedenen Anhänge zum Rundschreiben.

3.4. „Veränderung von ausfallrisikobedingten Wertberichtigungen sowie Verlusten aus dem Zinsgeschäft“ in Rz 131 und Anhang 2

In Ergänzung zu den Ausführungen unter „E-BankV, Art. 27“ soll hier auf die Problematik bezüglich Verrechnung von Veränderungen ausfallrisikobedingter Wertberichtigungen/Verluste mit dem Zinserfolg eingegangen werden. Ökonomisch gesehen stehen Zinserfolg und ausfallbedingte Wertberichtigungen/Verluste auf denselben Positionen unzweifelhaft in engem Zusammenhang.

Eine zwingende Verrechnung erachten wir jedoch als problematisch und mit mindestens so vielen negativen wie positiven Aspekten behaftet. Die oftmals mit dem Konjunkturzyklus

einhergehende Volatilität der Veränderungen der Wertberichtigungen ergibt als Folge einen volatilen Zinserfolg dessen Kommentierung sehr anspruchsvoll ist und vom Bilanzleser möglicherweise nicht verstanden wird sowie die Vergleichbarkeit unter den Banken schwieriger gestaltet. Dabei ist zu beachten, dass es sich mehrheitlich nicht um echte ausfallbedingte Verluste, sondern um die aktuelle Einschätzung der Wertberichtigung handelt und sich daher im Zinserfolg massive Periodenverschiebungen ergeben können. Dies vor dem Hintergrund, dass vorgenommene Wertberichtigungen bei einer konjunkturellen Erholung später wieder aufgelöst werden können.

Wir schlagen in Anlehnung an die bilanzielle Behandlung der Wertberichtigungen ein Wahlrecht vor, dass die Verbuchung im Zinserfolg oder in einer separaten Erfolgsrechnungsposition (Veränderungen von Rückstellungen und übrigen Wertberichtigungen sowie Verluste) ermöglicht.

3.5. „Erleichterungen bei Erstellung einer Konzernrechnung“ in Rz 324ff

Die bisher bestehenden Erleichterungen, wonach eine Bank – falls alle Angaben auf Konzernstufen bereits veröffentlicht wurden – auf Stufe Einzelabschluss nicht das gesamte Offenlegungs-Set zusätzlich veröffentlichen muss, sollen massiv eingeschränkt werden. Die daraus entstehende Doppelspurigkeit ergibt nach unserer Auffassung, nebst einer Aufblähung des Geschäftsberichts und zusätzlichem Erstellungsaufwand, keinen wesentlichen Nutzen für den Bilanzleser.

Wir schlagen daher einen wie bisher bestehenden „Konsolidierungsrabatt“ vor. Zumindest aber sollten folgende Angaben nicht doppelt erstellt werden müssen:

- Erläuterungen im Zusammenhang mit der Anwendung von „Hedge Accounting“
- Darstellung der Deckungen von Forderungen und Ausserbilanzgeschäften sowie der gefährdeten Forderungen
- Darstellung der derivativen Finanzinstrumente
- Darstellung der ausstehenden Obligationenanleihen und Pflichtwandelanleihen
- Anzahl und Wert von Beteiligungsrechten oder Optionen auf solche Rechte für alle Leitungs- und Verwaltungsorgane sowie die Mitarbeitenden und Angaben zu allfälligen Mitarbeiterbeteiligungsplänen
- Aufgliederung des Totals der Aktiven nach Bonität der Ländergruppen (Risikodomizil)
- Aufgliederung der verwalteten Vermögen und Darstellung ihrer Entwicklung
- Aufgliederung des Personalaufwands
- Aufgliederung des Sachaufwands
- Darstellung des Geschäftserfolges getrennt nach In- und Ausland nach dem Betriebsstättenprinzip
- Darstellung von laufenden Steuern, der latenten Steuern und Angabe des Steuersatzes

3.6. „Interne Transaktionen“ in Rz 430/435

Die geplante Behandlung von internen Transaktionen ist problematisch und wird daher abgelehnt. Die Rechnungslegung der Banken sieht vor, dass unterschiedliche

Bewertungsmethoden nebeneinander existieren (insbesondere für das Handels- und das Bankenbuch). Eine allfällige Differenz, die sich aufgrund unterschiedlicher Bewertungsmethoden bei internen Transaktionen ergibt, eliminiert sich grundsätzlich bis zum Verfall des Geschäfts. Der aus den unterschiedlichen Bewertungsmethoden entstehende Saldo am Bilanzstichtag wird in der Bilanz im „Ausgleichskonto“ unter den „Sonstigen Aktiven“ bzw. „Sonstigen Passiven“ ausgewiesen. Mit diesem Vorgehen wird heute der Trennung zwischen Handels- und Bankenbuch resp. der damit verbundenen unterschiedlichen Bewertung eine höhere Priorität zugeordnet als der damit verbundenen Problematik, dass die Bilanz grundsätzlich nur direkte externe Geschäfte aufzeigt.

Weshalb nun von der bisherigen Priorisierung der unterschiedlichen Bewertung (Handels-/Bankenbuch) Abstand genommen werden soll, ist unklar und bleibt unbegründet; dies insbesondere vor dem Hintergrund, dass sich die Bewertungsdifferenzen bis Verfall eliminieren.

Wir beantragen daher die Beibehaltung der bisherigen Regelung.

3.7. „Übergangsbestimmungen“ in Rz 619-624

Es ist sachlogisch nicht nachvollziehbar, weshalb bei der Goodwill-Behandlung eine „Grandfathering“-Lösung möglich sein soll, bei den Gründungs-, Kapitalerhöhungs- und Organisationskosten aber nicht. Wir vertreten die Auffassung, dass analog zu den Goodwill-Positionen bestehende Aktivposten weiterhin auf Basis der bestehenden Abschreibungsregelungen (maximal 5 Jahre) abgeschlossen werden können. Die Randziffer 624 müsste somit analog zur Randziffer 620 in eine „kann“-Vorschrift umgewandelt werden.

3.8. „Aufteilung Shortpositionen pro Gegenpartei“ in Anhang 2, A2-108

Wir möchten darauf hinweisen, dass die Vorgabe, Shortpositionen aufgrund von Kassenleerverkäufen, nach Netting je Valor und pro Gegenpartei zu gliedern, für die Banken nicht umsetzbar ist. Bei allen börsengehandelten Produkten ist der verkaufenden Bank die Gegenpartei nicht bekannt, da die Börse Verkäufer und Käufer zusammenführt ohne dass die Bank Kenntnis darüber erhält.

Die Aufteilung „pro Gegenpartei“ ist zwingend aus der Bestimmung zu streichen, weil die Börse den Banken die Gegenparteien nicht bekannt geben kann.

3.9. Verpflichtungen aus Kundeneinlagen, in Anhang 2, Pos. 2.3

Im heutigen Rundschreiben sind die Positionen 2.3 «Verpflichtungen gegenüber Kunden in Spar- und Anlageform» sowie 2.4 «Übrige Verpflichtungen gegenüber Kunden» wie folgt formuliert:

- | | | |
|----|--|----|
| c) | Pos. 2.3 Verpflichtungen gegenüber Kunden in Spar- und Anlageform | |
| • | Kundeneinlagen in einer Wortverbindung mit Sparen ⁶ ; | 70 |
| • | Verpflichtungen in Anlageform, sofern eine Rückzugsbeschränkung vorgesehen ist. ⁶ | |
| d) | Pos. 2.4 Übrige Verpflichtungen gegenüber Kunden | |
| • | alle Verpflichtungen gegenüber Nicht-Banken, soweit nicht unter einer anderen Position auszuweisen, inkl. Verpflichtungen auf Metallkonti ⁶ ; | 71 |

Die Anpassungen im neuen Rundschreiben (Pos. 2.3) sind für uns nicht nachvollziehbar. Wir machen aus diesem Grund beliebt, dass die ursprüngliche Formulierung beibehalten wird; dies vor dem Hintergrund, dass die Banken mit der ursprünglichen Formulierung besser gegen Liquiditätsrisiken geschützt werden (insbesondere dank Rückzugsbeschränkungen).

3.10. „Darstellung Wertberichtigungen und Rückstellungen“ in Anhang 5, Tabelle 16

Die vorstehend genannte Tabelle zeigt sowohl eine Spalte „Neubildung zulasten Erfolgsrechnung“ als auch eine Spalte „Auflösung zugunsten Erfolgsrechnung“ an, während der Erläuterungsbericht zur Rechnungslegung (Seite 16/42) bei den Verrechnungsregeln von Aufwand und Ertrag folgendes festhält: „Die Verrechnung der neu gebildeten....mit frei gewordenen.... wird neu innerhalb der jeweiligen Positionen explizit erlaubt.“

Es stellt sich die Frage, ob die Verrechnung nur in der Erfolgsrechnung, nicht aber in der Tabelle erlaubt ist oder ob die Spalten in der Tabelle allenfalls neu bezeichnet werden müssten: „Netto-Neubildung....“ resp. „Netto-Auflösung....“.

3.11. „Dotationskapital nach Fälligkeit“ in Anhang 5, Tabelle 17

Wir sind der Auffassung, dass die Kantonalbanken nicht über Dotationskapital mit Fälligkeit im engeren Sinn verfügen (dieses wäre unter Basel III nicht anrechenbar). Beim Dotationskapital handelt es sich um CET1-Kapital, das in unterschiedlichen Tranchen mit unterschiedlichen Konditionen aufgeteilt sein kann.

Wir erachten es als zwingend erforderlich, dass auf eine Aufteilung nach „Fälligkeit“ resp. Konditionsfestsetzungsterminen verzichtet wird oder dass zumindest eine Basel-III-kompatible Bezeichnung verwendet wird (nicht „Fälligkeit“).

3.12. „Verwaltete Vermögen“ in Anhang 5, Tabelle 31 a & b

Die Darstellung von Kundenvermögen und Nettoneugeld soll neu in zwei Tabellen erfolgen. Dabei werden in der ersten Tabelle primär die Bestandesgrößen und in der zweiten Tabelle die Flussgrößen aufgeführt. Aufgrund dieser Aufteilung macht die Darstellung des Nettoneugeldes in der Tabelle a) keinen Sinn. Aus unserer Sicht genügt es, wenn in der ersten Tabelle a) die Kundenvermögen transparent zu den Doppelzählungen aufgezeigt werden. Das Thema Netto-neugeld soll folglich nur in der zweiten Tabelle b), in der die

Veränderung der Kundenvermögen nach deren Gründen aufgezeigt werden, ausgewiesen werden.

Die Schlusszeile in Tabelle b) könnte entfernt werden, wenn die Zeile „Netto-Zu- oder Abfluss von verwalteten Vermögen“ bei den Details „fett“ hervorgehoben würde.

Wir bitten Sie um Berücksichtigung unserer Anliegen und danken Ihnen für Ihre Bemühungen.

Freundliche Grüsse

Verband Schweizerischer Kantonalbanken



Hanspeter Hess
Direktor



Dr. Thomas Hodel
Vizedirektor

**Vereinigung
Schweizerischer Handels-
und Verwaltungsbanken**

**Association
de Banques Suisses
Commerciales et de Gestion**

**Associazione
di Banche Svizzere
Commerciali e di Gestione**

Per E-Mail
Eidgenössisches Finanzdepartement EFD
Generalsekretariat
Herrn Daniel Roth
Bundesgasse 3
3003 Bern
regulierung@gs-efd.admin.ch

Per E-Mail
Eidgenössische Finanzmarktaufsicht FINMA
Herrn Stephan Rieder
Einsteinstrasse 2
3003 Bern
stephan.rieder@finma.ch

6300 Zug, 16. Dezember 2013 Dg/jf
Baarerstrasse 12
Tel. 041 729 15 35 Fax 041 729 15 36
benno.degrandi@vhv-bcg.ch
www.vhv-bcg.ch

**Anhörung zur Totalrevision der Bankenverordnung (EFD)
Rechnungslegung Banken: Anhörung zu neuen Vorschriften (FINMA)**

Sehr geehrter Herr Roth
Sehr geehrter Herr Rieder

Wir beziehen uns auf die am 29. Oktober 2013 eröffneten Anhörungen des Eidgenössischen Finanzdepartements (EFD) und der Eidgenössischen Finanzmarktaufsicht (FINMA) betreffend die neuen Rechnungslegungsvorschriften für Banken und bedanken uns für die Gelegenheit, Ihnen unsere Position und unsere Überlegungen darzulegen. Aufgrund des engen inhaltlichen Zusammenhangs der beiden Anhörungen erlauben wir uns, die Revisionen auf Verordnungs- und Rundschreibenstufe gemeinsam in der vorliegenden koordinierten Stellungnahme zu behandeln.

Wir begrüssen grundsätzlich die Überarbeitung und Modernisierung der Rechnungslegungsvorschriften für Banken. Durch die Anpassung an Neuerungen des Rechnungslegungsrechts im Obligationenrecht (OR) sowie an Entwicklungen auf dem Gebiet internationaler Rechnungslegungsstandards wird sichergestellt, dass den Banken in der Schweiz auch künftig ein vollwertiger, eigenständiger und allgemein anerkannter Rechnungslegungsstandard zur Verfügung steht und dass die Vergleichbarkeit zu Jahresabschlüssen nach OR und Swiss GAAP FER gewährleistet bleibt. Dennoch gibt es gewisse Aspekte der Vorlage, die unseres Erachtens noch verbessert werden sollten. Unsere diesbezüglichen Kommentare und Anliegen sind im Folgenden nach der jeweiligen rechtlichen Grundlage (E-BankV, E-FINMA-RS und Anhänge) und in der Abfolge der einzelnen Bestimmungen gegliedert.

A. Bankenverordnung (E-BankV), Art. 25 bis 42

Art. 27 Abs. 1: Verrechnung der Wertberichtigung mit dem Aktivum (i.V.m. Rz 36, 59, 621 E-FINMA-RS)

In Übereinstimmung mit Art. 960a Abs. 3 OR ist vorgesehen, dass Wertberichtigungen neu zwingend direkt mit dem betroffenen Aktivum verrechnet werden müssen. Von der Übernahme dieser Vorgabe aus dem OR müsste unseres Erachtens jedoch unter Anwendung von Art. 6 Abs. 2 BankG und im Sinne einer „Besonderheit des Bankgeschäfts“ abgesehen und stattdessen die heutige Regelung beibehalten werden. Die Bilanzposition „Forderungen“ weist im Branchenvergleich eine vollkommen unterschiedliche Bedeutung auf, weshalb die Bestimmung für Banken einen bedeutend höheren Aufwand bedeuten würde, ohne dass ein wesentlicher Nutzen für den Bilanzleser ersichtlich wäre.

Im Gegenteil, die Abkehr vom Bruttoprinzip würde unseres Erachtens sogar zu Lasten der Transparenz gehen, da in der Bilanz der Jahres- und Halbjahresabschlüsse weder die ursprünglichen Aktivpositionen noch die Wertberichtigungen ersichtlich wären, sondern nur noch deren Nettobetrag. In den Halbjahresabschlüssen gibt es zudem keine diesbezüglichen Angaben im Anhang, die diesen Informationsverlust ausgleichen würden.

Wir beantragen deshalb, die bisherige Regelung von Art. 25 Abs. 3 BankV (Wahl zwischen Direktverrechnung auf der Aktivseite der Bilanz oder Ausweis auf der Passivseite der Bilanz) beizubehalten.

Die Übergangsbestimmung gemäss Randziffer 621 des E-FINMA-RS, welche den Banken für die Umstellung betreffend den Abzug der Wertberichtigungen von den Aktivpositionen bis Anfang 2017 Zeit einräumt, ist zwar hilfreich für die praktische Umsetzung, vermag jedoch nichts an unserer grundsätzlichen Kritik an dieser Neuerung zu ändern.

Art. 27 Abs. 2: Einzel-/Sammelbewertung

Eine gegenüber dem OR (Art. 960) eingeschränkte Anwendung der Sammelbewertung für Beteiligungen, Sachanlagen und immaterielle Werte lehnen wir aus verschiedenen Gründen ab.

Erstens sind gemäss unserer Einschätzung die Kriterien von Art. 6 Abs. 2 BankG („Besonderheiten des Bankgeschäftes“ / „Schutz der Gläubiger“) für eine Abweichung vom OR in diesem Fall klar nicht erfüllt. Der Umgang mit Beteiligungen, Sachanlagen und immateriellen Werten stellt keine „Besonderheit des Bankgeschäftes“ dar, sondern betrifft alle Unternehmen aller Branchen gleichermaßen.

Auch das andere Kriterium des Gläubigerschutzes kann unseres Erachtens in diesem Fall keine Abweichung vom OR begründen, da der Gläubigerschutz bereits ausreichend und bedeutend wirkungsvoller durch die bestehenden und in jüngster Vergangenheit gar signifikant erhöhten Eigenmittel- und Liquiditätsanforderungen sowie die Vorgaben zum Risikomanagement gewährleistet wird. Die Einzelbewertung gewisser Bilanzpositionen leistet hier keinen zusätzlichen Schutz für die Gläubiger.

Zweitens führt der Vorschlag zu zusätzlicher Volatilität bei den Gewinnen wie auch den Steuerzahlungen und den Eigenmitteln der Banken. Die Aufrechnung von temporären Wertverlusten mit gleichzeitig vorhandenen Bewertungsreserven bei der Sammelbewertung führt zu einem „glättenden“ Effekt in der Bewertung der Beteiligungen. Das OR, wie auch der Vorschlag zur neuen Rechnungslegung für Banken erlauben stille Reserven zum Zweck einer ausgeglichenen Geschäftsentwicklung explizit. Durch den Vorschlag zur Einzelbewertung wird dieses Prinzip jedoch eingeschränkt.

Aus den genannten Gründen sind wir klar der Ansicht, dass die Sammelbewertung – analog Art. 960 OR – für Beteiligungen, Sachanlagen und immaterielle Werte auch für

Banken in der Regel möglich sein muss. Eine Ungleichbehandlung gemäss Art. 6 Abs. 2 BankG ist keinesfalls gerechtfertigt, weshalb der letzte Satz von Art. 27 Abs. 2 E-BankV gestrichen werden muss.

B. FINMA Rundschreiben 2015/xy (E-FINMA-RS)

Rz 36, 59, 621: Verrechnung der Wertberichtigung mit dem Aktivum

Die Bemerkungen zu Art. 27 Abs. 1 E-BankV gelten analog für diese Randziffern.

RZ 74 ff. und A2-2 ff.: Forderungen aus Geldmarktpapieren

Bei Forderungen aus Geldmarktpapieren handelt es sich um kurzfristige Forderungen. Deshalb passen sie nicht in die Finanzanlagen. Die Position "Finanzanlagen" würde massiv aufgebläht und Transparenz ginge verloren.

Wir beantragen deshalb, die Position "Forderungen aus Geldmarktpapieren" beizubehalten.

Rz 324 ff.: Erleichterungen bei der Erstellung einer Konzernrechnung

Bezüglich Erleichterungen bei der Erstellung einer Konzernrechnung ("Konsolidierungsrabatt") fällt auf, dass verschiedene Erleichterungen zu Bestandteilen des Anhangs im Vergleich zur aktuell gültigen Regelung (Art. 25k BankV) nicht mehr vorgesehen sind.

Wir sind der Ansicht, dass die Erleichterungen im bisherigen Umfang beibehalten werden sollten, da sie sich einerseits bewährt haben und andererseits dem Umstand Rechnung tragen, dass in vielen Konzernrechnungen das Stammhaus einen überragenden Anteil ausmacht. Eine doppelte Erstellung und Veröffentlichung sehr ähnlicher Zahlen macht unserer Ansicht nach wenig Sinn, während sie jedoch unnötigen zusätzlichen Aufwand für die Banken schafft. Dieselben Überlegungen gelten analog auch für Banken, die einen überragenden Anteil an der Konzernrechnung der sie beherrschenden Holding ausmachen.

Rz 343 und 345: Zwischenabschluss

Die Bezugsgrössen zur Ermittlung der Pauschalwertberichtigungen und -rückstellungen können sich zwischen erstem Semester und Jahresende stark verändern.

Wir beantragen deshalb, die bisherige Regelung von Art. 25a Abs. 6 BankV (Möglichkeit, die Erfolgsrechnung auf den Ausweis bis zur Position Bruttogewinn zu beschränken) beizubehalten, Rz 343 entsprechend zu ergänzen und RZ 345 zu streichen.

Rz 369: Auswirkung der eigenen Kreditwürdigkeit

Die Formulierung in dieser Randziffer ist unserer Erachtens unklar und kann zu möglicherweise unbeabsichtigten Konsequenzen führen. Bei einer wörtlichen Auslegung von Rz 369 muss der Fair Value bereits im Emissionszeitpunkt um den Effekt des eigenen Kreditrisikos bereinigt werden. Beispiel: Effektiver Emissionspreis der Bondkomponente = 90, risikofreier Emissionspreis der Bondkomponente (d.h. ohne eigene Kreditwürdigkeit) = 94. Bei der Differenz von 4 handelt es sich gemäss dem Wortlaut von Randziffer 369 um die Auswirkung der

eigenen Kreditwürdigkeit auf den Fair Value, welcher die Erfolgsrechnung nicht beeinflussen darf. Es stellt sich die Frage, wie in diesem Beispiel die aus der Neutralisierung der eigenen Kreditwürdigkeit resultierende Erhöhung des Fair Value im Emissionszeitpunkt verbucht werden müsste und was die Folgebehandlung wäre. Unseres Erachtens zielt die Rz 369 jedoch darauf ab, dass kein Erfolg ausgewiesen wird, der sich aufgrund einer Veränderung der eigenen Kreditwürdigkeit nach der Emission ergibt. Die im Emissionszeitpunkt im Fair Value enthaltene eigene Kreditwürdigkeit (im obigen Beispiel 4) sollte nach unserem Verständnis über die Laufzeit des Finanzinstruments erfolgswirksam erfasst werden (wie dies auch bei einer Bilanzierung zu fortgeführten Anschaffungskosten der Fall wäre).

Die Formulierung der Randziffer müsste zum besseren Verständnis deshalb wie folgt angepasst werden: „Die allfällige Auswirkung einer Veränderung der eigenen Kreditwürdigkeit auf den Fair Value nach der erstmaligen Bilanzierung (oder nach dem Emissionszeitpunkt) muss neutralisiert werden und darf die Erfolgsrechnung nicht beeinflussen ...“.

Rz 497 ff.: Dynamische Methode für Vorsorgeeinrichtungen

Wir verstehen Rz 497 so, dass sämtliche erfolgsneutralen Buchungen nach den durch die FINMA anerkannten internationalen Standards erfolgswirksam zu erfassen sind. Da damit auch versicherungsmathematische Gewinne und Verluste in der Erfolgsrechnung erfasst werden müssten, würde dies zu einer starken Zunahme der Volatilität des Jahresgewinns führen, womit dieses Wahlrecht kaum ausgeübt werden dürfte.

Es ist deshalb unseres Erachtens zu prüfen, ob eine alternative Buchungsmethodik möglich ist, um diese zusätzliche Volatilität in der Erfolgsrechnung zu vermeiden.

Rz 602 ff.: Mitarbeiterbeteiligungspläne

In den Rz 602 ff. fehlen unseres Erachtens Vorgaben zur Behandlung von Mitarbeiterbeteiligungsplänen, bei denen die Mitarbeitenden einer Bank Aktien oder Optionen auf Aktien einer anderen Gesellschaft des Konzerns erhalten (in der Regel Aktien oder Optionen auf Aktien der Muttergesellschaft). Solche Eigenkapitalinstrumente fallen weder unter die echten noch unter die virtuellen Eigenkapitalinstrumente gemäss Rz 604. Des Weiteren geht aus dem Rundschreiben nicht eindeutig hervor, ob für solche Mitarbeiterbeteiligungspläne im Einzelabschluss der Bank die Tabelle auf Seite 49 in Anhang 5 offenzulegen ist.

Rz 610: Veröffentlichung von Zwischenabschlüssen

Wir sind der Ansicht, dass für Zwischenabschlüsse die heute gültige Regelung in Art. 26 Abs. 2 BankV beibehalten werden sollte („Die Zwischenabschlüsse sind im Schweizerischen Handelsamtsblatt oder in einer schweizerischen Zeitung zu veröffentlichen; sie können auch von einem Bankenverband gemeinsam in einer gedruckten Übersicht herausgegeben werden, welche wie die übrigen Zwischenabschlüsse zu veröffentlichen ist.“).

Rz 619 ff.: Übergangsbestimmungen

Unseres Erachtens ist der vorgesehene Zeitplan, welcher eine Umsetzung der neuen Bestimmungen für Geschäftsjahre, die am oder nach dem 1. Januar 2015 beginnen, ausgesprochen ambitiös. Insbesondere auch kleinere Institute haben grosse Bedenken in Bezug auf eine rechtzeitige Umsetzung der neuen Vorschriften, da diese zahlreiche systemtechnische Anpassungen nach sich ziehen werden. Des Weiteren ist auch damit zu rechnen, dass sich im Rahmen der Umsetzung zahlreiche Interpretationsfragen in Bezug auf die Auslegung der neuen Bestimmungen ergeben werden.

C. Anhänge zum FINMA Rundschreiben 2015/xy (E-FINMA-RS)**Anhang 5, Seite 40: Tabelle: Darstellung der emittierten Strukturierten Produkte**

Die oben links in der Tabelle enthaltene Formulierung „Zugrundeliegendes Instrument / Underlying“ kann unseres Erachtens unterschiedlich verstanden werden.

Wir empfehlen deshalb, die im Erläuterungsbericht (Seite 21, Punkt 14) enthaltene Formulierung „Zugrundeliegendes Risiko (underlying risk) des eingebetteten Derivats“ zu verwenden.

Anhang 5, Seiten 78/79: Aufgliederung des Erfolgs aus dem Handelsgeschäft und der Fair-Value-Option

Wir gehen davon aus, dass die in der Tabelle geforderten Informationen in den Buchführungssystemen der allermeisten Banken nicht in der für eine sinnvolle Offenlegung erforderlichen Granularität vorhanden sind (eine Offenlegung der zugrunde liegenden Risiken erfordert unseres Erachtens eine risikomässige Zerlegung der einzelnen Finanzinstrumente). Falls die einzelnen Finanzinstrumente nicht zerlegt werden, sondern entsprechend dem Hauptrisiko zugeteilt werden, ergibt sich unseres Erachtens bei vielen Banken eine Offenlegung ohne jegliche Relevanz. Beispiel: Das FX-Risiko einer US-Aktie wird durch eine Devisenoption (USD/CHF) abgesichert. Der Erfolg aus der US-Aktie (inkl. FX-Effekt) wird in der Zeile Beteiligungstitel ausgewiesen, während der Erfolg aus der Devisenoption in der Zeile Devisen ausgewiesen wird.

Wir schlagen deshalb vor, auf diese Aufgliederung gänzlich zu verzichten.

Wir bedanken uns für die wohlwollende Prüfung unserer Kommentare und Anliegen. Für allfällige Rückfragen oder eine vertiefte Erörterung unserer Stellungnahme stehen Ihnen Herr Daniel Voegelin (daniel.voegelin@vontobel.ch) oder Herr Stephan Eugster (stephan.eugster@vontobel.ch) gerne zur Verfügung.

Mit freundlichen Grüssen

Vereinigung Schweizerischer Handels- und Verwaltungsbanken VHV

Dr. Benno Degrandi
Sekretär

Dr. Georg Hess
Sekretär